

RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

LES PETITS RUISSEAUX FONT LES GRANDS FLEUVES !

Dans notre vie quotidienne, nous pouvons tous adopter des gestes simples plus respectueux de l'environnement



DANS LA CUISINE

- Pour éviter que votre évier ne se bouche, pensez à vider le contenu de vos assiettes et des plats dans la poubelle avant de faire la vaisselle. Rejetés à l'égout ces produits polluent les eaux de surface (graisse...)
- Evier bouché ? utilisez de l'huile de coude plutôt que des produits chimiques ! de l'eau bouillante et une ventouse feront très bien l'affaire. Si l'usage d'un déboucheur liquide est nécessaire préférez un produit respectueux de l'environnement
- Versez les huiles alimentaires usagées dans une bouteille et ramenez ces dernières à la déchetterie.
- Pour nettoyer votre cuisine utilisez des produits respectueux de l'environnement sans phosphates ni solvants et qui sont biodégradables
- Ne faites marcher votre lave-vaisselle que s'il est plein ; vous diminuerez ainsi la quantité d'eau polluée rejetée, et vous ferez des économies !



DANS LA SALLE DE BAIN

- Rapportez les médicaments périmés ou entamés à votre pharmacien. Ne les jetez pas dans le lavabo !
- Pensez à nettoyer vos lavabos et douches après votre toilette afin d'éviter la formation de bouchons dans vos canalisations. Récupérez cheveux et autres matières organiques et mettez-les à la poubelle !
- Choisissez des lessives concentrées avec des tensio-actifs d'origine végétale et si possible éco labellisée ! Respectez les doses ! plus de produit ne signifie pas que votre linge sera mieux lavé !
- Ne faites marcher votre machine à laver que si elle est pleine ! vous diminuerez ainsi la quantité d'eaux polluées rejetées, et vous ferez des économies ! Vous pouvez également utiliser le programme demi-charge.



AUX TOILETTES

- La cuvette des WC n'est pas une poubelle ! Il est interdit d'y jeter les coton-tiges, lingettes, protections hygiéniques, préservatifs, les couches, les peintures, les solvants... tout cela perturbe le fonctionnement des stations d'épuration.
- Evitez d'utiliser de manière abusive les produits antibactériens lorsque vous nettoyez vos WC, préférez les produits plus écologiques, qui se dégradent plus facilement.



AU GARAGE

Plutôt que de rejeter les produits dangereux à l'égout, rapportez-les à la déchetterie !

- restes de désherbant ou d'engrais utilisés pour le jardinage
- produits contre les rongeurs, ou contre les limaces...
- fonds de pots de peinture, de vernis...
- insecticides domestiques et les produits pour protéger les bois des insectes...

Ne lavez pas votre voiture dans la rue car le lavage entraîne des hydrocarbures et des particules polluantes, dues aux gaz d'échappement, directement dans le ruisseau ou les collecteurs d'eaux pluviales ; les garages, les stations service ou les stations de lavage sont, dans la plupart des cas, reliés aux stations d'épuration des eaux usées et possèdent des bacs de décantation.



DANS LA RUE

Ne confondez pas grilles d'égout et poubelle ! les déchets solides (papiers, mouchoirs...) doivent être jetés dans les poubelles publiques

SOMMAIRE

CHAPITRE I	6
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
<i>Article 1</i> - Objet du règlement.....	6
<i>Article 2</i> - Autres prescriptions.....	6
<i>Article 3</i> - Exploitant du système d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.....	6
<i>Article 4</i> - Catégories d'eaux admises au déversement.....	6
<i>Article 5</i> - Définition du branchement.....	6
<i>Article 6</i> - Modalités générales d'établissement du branchement.....	7
<i>Article 7</i> - Déversements interdits et qualité des effluents *.....	7
<i>Article 8</i> - Conditions financières.....	8
CHAPITRE II	9
EAUX USÉES DOMESTIQUES.....	9
A - Dispositions réglementaires et techniques.....	9
<i>Article 9</i> - Définition des eaux usées domestiques.....	9
<i>Article 10</i> - Obligation de raccordement *.....	9
<i>Article 11</i> - Demande de raccordement.....	9
<i>Article 12</i> - Modalités particulières d'exécution d'office des branchements *.....	9
<i>Article 13</i> - Caractéristiques techniques des branchements domestiques.....	9
<i>Article 14</i> - Surveillance, entretien, réparation et renouvellement de la partie des branchements et installations annexes situés sous le domaine public *.....	10
<i>Article 15</i> - Conditions de suppression ou de modification des branchements.....	10
<i>Article 16</i> - Mutation - changement d'usager.....	10
B - Dispositions financières.....	10
<i>Article 17</i> - Paiement des frais d'établissement, suppression, modification de branchement.....	11
<i>Article 18</i> - Redevance d'assainissement *.....	11
CHAPITRE III	12
EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES.....	12
A - Dispositions réglementaires et techniques.....	12
<i>Article 19</i> - Définition des eaux usées assimilées domestiques.....	12
<i>Article 20</i> - Droit au raccordement.....	12
<i>Article 21</i> - Conditions de déversement des eaux usées assimilées domestiques *.....	12
<i>Article 22</i> - Demande de déversement des eaux usées assimilées domestiques.....	12
<i>Article 23</i> - Caractéristiques techniques des branchements d'eaux usées assimilées domestiques.....	12
<i>Article 24</i> - Prélèvements et contrôles des eaux usées assimilées domestiques *.....	12
<i>Article 25</i> - Installation de prétraitement : dimensionnement et entretien.....	12
<i>Article 26</i> - Mutation et changement d'usager.....	12
B - Dispositions financières.....	12
<i>Article 27</i> - Paiement des frais d'établissement, suppression, modification de branchement.....	12
<i>Article 28</i> - Redevance d'assainissement applicable aux eaux usées assimilées domestiques.....	13
<i>Article 29</i> - Redevance d'assainissement applicable aux déversements temporaires.....	13

CHAPITRE IV	13
EAUX USÉES NON DOMESTIQUES.....	13
A - Dispositions réglementaires et techniques.....	13
<i>Article 30 - Définition des eaux usées non domestiques</i>	13
<i>Article 31 - Prescriptions communes eaux usées domestiques et non domestiques</i>	13
<i>Article 32 - Conditions de déversement des eaux usées non domestiques</i>	13
<i>Article 33 - Demande de déversement des eaux usées non domestiques *</i>	13
<i>Article 34 - Caractéristiques techniques des branchements d'eaux usées non domestiques</i>	14
<i>Article 35 - Prélèvements et contrôles des eaux usées non domestiques *</i>	14
<i>Article 36 - Installations de pré-traitement : dimensionnement et entretien</i>	14
<i>Article 37 - Conditions d'admissibilité des eaux usées non domestiques *</i>	15
<i>Article 38 - Mutation - changement d'usager</i>	17
B - Dispositions financières.....	17
<i>Article 39 - Paiement des frais d'établissement, suppression, modification de branchement.....</i>	17
<i>Article 40 - Redevance d'assainissement applicable aux eaux usées non domestiques</i>	17
<i>Article 41 - Participations financières spéciales.....</i>	17
<i>Article 42 - Redevance d'assainissement applicable aux déversements temporaires</i>	17
CHAPITRE V	17
LES EAUX PLUVIALES.....	17
A - Dispositions réglementaires et techniques.....	17
<i>Article 43 - Définition des eaux pluviales</i>	17
<i>Article 44 - Prescriptions communes eaux usées domestiques et pluviales.....</i>	18
<i>Article 45 - Conditions de raccordement des eaux pluviales *</i>	18
<i>Article 46 - Demande de raccordement.....</i>	18
<i>Article 47 - Caractéristiques techniques des branchements d'eaux pluviales</i>	19
B - Dispositions financières.....	19
<i>Article 48 - Paiement des frais d'établissement, suppression, modification de branchement</i>	19
<i>Article 49 - Conditions d'admissibilité des eaux pluviales</i>	19
CHAPITRE VI	19
LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES.....	19
<i>Article 50 - Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures.....</i>	19
<i>Article 51 - Immeuble préexistant à la pose du réseau public.....</i>	20
<i>Article 52 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance</i>	20
<i>Article 53 - Distinction des réseaux intérieurs d'eau potable et d'assainissement</i>	20
<i>Article 54 - Étranchéité des installations et protection contre le reflux des eaux</i>	20
<i>Article 55 - Pose des siphons.....</i>	20
<i>Article 56 - W.C.....</i>	20
<i>Article 57 - Installation de broyeur.....</i>	20
<i>Article 58 - Vidange de piscine</i>	20
<i>Article 59 - Conduites souterraines.....</i>	20
<i>Article 60 - Conduite sous pression.....</i>	21
<i>Article 61 - Conduites aériennes.....</i>	21
<i>Article 62 - Colonnes de chutes</i>	21
<i>Article 63 - Descentes de gouttières</i>	22
<i>Article 64 - Jonction de deux conduites.....</i>	22
<i>Article 65 - Lavage des véhicules *</i>	22
<i>Article 66 - Entretien, réparation et renouvellement des installations sanitaires intérieures.....</i>	22
<i>Article 67 - Mise en conformité des installations sanitaires intérieures</i>	23

CHAPITRE VII	23
LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT PRIVÉS.....	23
<i>Article 68</i> - Raccordement des zones d'aménagement.....	23
<i>Article 69</i> - Intégration des réseaux privés.....	23
CHAPITRE VIII	23
INFRACTIONS ET SANCTIONS.....	23
<i>Article 70</i> - Infractions et poursuites - Agent assermentés *	23
<i>Article 71</i> - Mesures de sauvegarde *	24
<i>Article 72</i> - Frais d'intervention *	24
<i>Article 73</i> - Voies de recours des usagers *	24
CHAPITRE IX	24
DISPOSITIONS D'APPLICATION.....	24
<i>Article 74</i> - Date d'application	24
<i>Article 75</i> - Modification du règlement.....	24
<i>Article 76</i> - Clauses d'exécution	24
ANNEXE 1	24
LISTE DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES.....	24
ANNEXE 2	25
LISTE DE DOCUMENTS NORMATIFS.....	25
ANNEXE 3	26
FICHES TECHNIQUES.....	26
ANNEXE 4	27
FICHES TECHNIQUES.....	27
ANNEXE 5	29
SCHEMA DES COLONNES DE CHUTE DES INSTALLATIONS SANITAIRES.....	29
ANNEXE 6	33
SCHEMAS DES BRANCHEMENTS - RESEAUX INTERIEURS - GESTION DES EAUX PLUVIALES PAR INFILTRATION.....	33
ANNEXE 7	49
EXPLOITANTS DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG.....	49

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des effluents dans le réseau d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les collectivités externes à celle-ci souhaitant évacuer leurs effluents par raccordement au réseau de l'Eurométropole de Strasbourg, devront adopter préalablement à la signature de la convention de déversement, un règlement d'assainissement compatible avec le présent document en matière de collecte, de raccordement et de transport de leurs effluents.

ARTICLE 2 - AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement complètent la réglementation existante y compris le règlement sanitaire départemental du Bas-Rhin. Elles s'appliquent à tous les usagers ayant un accès au réseau collectif d'assainissement (article 10). Le document de référence est le zonage d'assainissement. Les usagers sont toutes les personnes raccordables au réseau d'assainissement dans les conditions fixées par le code de la Santé Publique.

L'ensemble des dispositions du présent règlement de service est applicable également aux péniches à usage d'habitation et aux bateaux en stationnement recevant du public, situées en zone d'assainissement collectif.

Elles définissent également les relations entre ces usagers et l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 3 - EXPLOITANT DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Sur le territoire de l'Eurométropole, les Exploitants du système d'assainissement sont :

- le Service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg, pour les communes de Strasbourg, Eckbolsheim, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim et Wolfisheim ;
- le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace - Moselle, pour les communes de Bischheim, Blaesheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hoenheim, Holtzheim, Illkirch-Griffens-taden, Lampertheim, Lingolsheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Ostwald, Plobsheim, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Vendenheim et La Wantzenau, et pour les compétences transférées par délibérations du conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg en date du 5 février 1999 et du 19 décembre 2005 ;
- contrôle, entretien, exploitation des équipements publics de collecte et de transport des eaux usées et pluviales,
 - extension du réseau : réalisation des branchements d'immeubles uniquement.

ARTICLE 4 - CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DÉVERSEMENT

Dans tous les cas, il appartient au propriétaire ou son mandataire de se renseigner auprès de l'Exploitant du système d'assainissement sur la nature du système d'assainissement desservant sa propriété.

Divers systèmes d'assainissement existent sur l'Eurométropole de Strasbourg :

1 - SYSTÈME SÉPARATIF

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

les eaux usées domestiques définies à l'article 9 du présent règlement, CHAPITRE I

- a. certaines eaux usées non domestiques définies à l'article 30 du présent règlement, dans les conditions fixées par les arrêtés autorisant le raccordement et le déversement et éventuellement les conventions spéciales de déversement passées entre l'Eurométropole de Strasbourg et les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux.

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- b. les eaux pluviales définies à l'article 43 du présent règlement,
- c. certaines eaux usées non domestiques, aux mêmes conditions qu'au paragraphe 1-b.
- d. les eaux usées assimilées domestiques définies à l'article 19

2 - SYSTÈME UNITAIRE

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 9 du présent règlement et les eaux pluviales définies à l'article 43 du présent règlement, sont admises dans le même réseau. Certaines eaux usées non domestiques ou assimilées domestiques peuvent être déversées dans ce réseau aux mêmes conditions qu'au paragraphe 1-b, 1-d et e.

3 - SYSTÈME PSEUDO-SÉPARATIF

En plus des eaux usées définies dans le système séparatif, certaines eaux pluviales (toitures, jardins, cours) provenant uniquement des propriétés privées riveraines du réseau public sont admises dans le réseau eaux usées.

Dans le réseau pluvial, sont admises les eaux pluviales provenant des voies publiques, certaines eaux usées non domestiques dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 1-b et certaines eaux assimilées domestiques tel que défini au paragraphe 1-e.

4 - SYSTÈME RAMIFIÉ SOUS PRESSION

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 9 du présent règlement, et certaines eaux usées non domestiques ou assimilées domestiques peuvent être déversées dans ce réseau aux mêmes conditions qu'au paragraphe 1-b, 1-d et e.

ARTICLE 5 - DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Les branchements à chaque réseau présentent une homogénéité de matériaux depuis le collecteur public jusqu'au dispositif de branchement (pièce de visite ou culotte à fût allongé). Ils comprennent, depuis la canalisation publique (cf. schéma en annexe 6) :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,

POUR LES RÉSEAUX GRAVITAIRES :

- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble
- un ouvrage dit « regard de branchement » placé au plus près de la limite public/privé sur le domaine privé, pour faciliter le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit être visible et rester accessible et d'une classe de résistance adaptée aux contraintes de circulations. En cas de présence de réseaux séparés des eaux usées et pluviales en domaine public ou sur parcelle privée, ce regard sera muni d'une pièce de visite sur le réseau eaux usées. En cas d'impossibilité de pose d'un tel regard, ce dispositif sera remplacé par une culotte à fût allongé équipée d'un tampon hermétique, (annexe 6)

POUR LES RÉSEAUX RAMIFIÉS SOUS PRESSION :

- une vanne d'isolement située sous domaine public

Ces dispositifs pourront être complétés en cas de branchements non domestiques (article 34) ou assimilés domestiques (article 23).

La partie de branchement comprise entre la limite de propriété à raccorder et le réseau public est la propriété de l'Eurométropole de Strasbourg et comme telle, fait partie intégrante de son réseau.

Le raccordement au réseau public de toute zone d'aménagement (lotissement, ...) est considéré comme un branchement spécifique défini au chapitre VII du présent règlement.

Pour les branchements réalisés sans l'aval de l'exploitant du système d'assainissement, celui-ci se réserve la possibilité de modifier, aux frais des propriétaires de l'immeuble, l'implantation du regard de branchement pour le mettre en conformité avec les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 6 – MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

L'exploitant du système d'assainissement fixera le nombre de branchements à installer par propriété à raccorder.

Le raccordement au collecteur public de plusieurs propriétés voisines moyennant une canalisation unique est strictement interdit.

En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier.

L'exploitant du système d'assainissement détermine les conditions techniques d'établissement de ce branchement, au vu de la demande du propriétaire de la construction à raccorder ou de son mandataire. Il s'agit notamment du tracé du branchement, sa pente, son diamètre, ses cotes, l'emplacement des ouvrages accessoires et les matériaux à utiliser.

Le propriétaire ou son mandataire peut demander à ce que des modifications soient apportées à ces conditions techniques : l'exploitant du système d'assainissement peut donner satisfaction sous réserve que les modifications demandées lui paraissent compatibles avec le bon fonctionnement et le bon entretien du branchement.

La demande de raccordement visée, selon les cas, par le propriétaire de l'immeuble ou son mandataire, ou par le représentant légal de l'établissement industriel, commercial ou artisanal, comporte élection

de domicile attributif de juridiction sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et entraîne l'acceptation du présent règlement, qui est annexé au formulaire de demande de raccordement (article 11).

La demande de raccordement s'effectue dans les modalités présentées aux articles 11, 22, 33 et 46 selon qu'il s'agit d'eaux usées domestiques, d'eaux usées non domestiques, assimilées ou d'eaux pluviales.

L'instruction de cette demande par l'exploitant du système d'assainissement et le contrôle technique qui en découle ne vaut pas réception technique des installations sanitaires intérieures et ne dégage donc en aucune façon la responsabilité du propriétaire ou de son mandataire, ni celle de l'entrepreneur ou de l'installateur chargé des travaux.

La demande donne lieu, en cas d'accord, à un arrêté autorisant le raccordement et le déversement.

En cas de modification des installations et/ou de la qualité du rejet précédemment autorisées, une demande de modification doit être adressée à l'exploitant du système d'assainissement par le propriétaire ou son mandataire, ou par le représentant légal de l'établissement industriel, commercial ou artisanal.

En cas de mutation de l'immeuble ou de changement d'usager, pour quelque cause que ce soit, le signataire de la demande de raccordement bénéficiaire de l'arrêté précité s'engage à porter à la connaissance du nouvel usager ledit arrêté et le présent règlement d'assainissement.

L'exploitant du système d'assainissement assure la mise en place du branchement dans sa partie publique située entre le collecteur public d'assainissement et la limite de propriété aux frais du propriétaire de l'immeuble à raccorder et à sa demande.

Le réseau d'assainissement interne à la propriété est réalisé par le propriétaire, à ses frais et par l'entreprise de son choix.

ARTICLE 7 – DÉVERSEMENTS INTERDITS ET QUALITÉ DES EFFLUENTS *

Il est interdit de déverser sans autorisation écrite de l'exploitant du réseau :

des eaux de vidange des bassins de natation ouverts au public (article 58),

des eaux issues de détournement temporaire ou permanent de la nappe phréatique ou des sources souterraines, directement ou via le drainage des parcelles ou des habitations (notamment les pompages d'assainissement de caves ou de fondations) des eaux non domestiques

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses fixes et mobiles à l'exception de celui des campings cars et des bateaux de croisière rejeté dans les lieux aménagés à cet effet. Le cas des aires de service pour camping-cars est traité au chapitre III « Eaux usées assimilées domestiques ».
- l'effluent des fosses septiques ou toutes eaux,
- les huiles, graisses usagées ou non, sang ou poils en quantités telles que ces matières puissent provoquer des obstructions dans les branchements ou les collecteurs,

- des produits susceptibles d'encrassement (boues, sables, gravats, cendres, cellulose, colles, goudrons, béton, laitance de béton, ciment, mortier,...),
- les déchets solides, y compris après broyage, notamment les lingettes, charlottes, gants, couches jetables, protections périodiques, préservatifs, cotons-tiges, sacs en plastique les litières d'animaux domestiques, restes alimentaires, autres déchets ménagers,
- tout effluent réservé à l'amendement agricole (lisier, purin, ...)
- les effluents solides ou liquides d'origine animale,
- des hydrocarbures (essence, fioul, huile,...), dérivés chlorés,
- des solvants organiques, peintures, phytosanitaires y compris les restes,

OU CONTENANT :

- des produits radioactifs, des radio-éléments,
- des produits toxiques et notamment des liquides corrosifs (acides, cyanures, sulfures,...)
- des substances susceptibles, soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, de favoriser la manifestation d'odeurs ou de colorations anormales dans les effluents acheminés par les réseaux d'assainissement publics, de dégager des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables,
- des substances susceptibles d'inhiber le développement/l'activité ou d'entraîner la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversements dans le milieu naturel des systèmes d'assainissement,
- des substances classées dangereuses et dangereuses prioritaires suivant la définition de la réglementation;
- les eaux usées non domestiques ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilité fixées à l'article 37,
- les eaux usées assimilées domestiques ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilités fixées à l'article 21
- et d'une façon générale, directement ou par l'intermédiaire des canalisations d'immeuble, toute matière solide, liquide ou gazeuse, susceptible d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement (notamment les matières susceptibles d'entraîner la destruction de la vie bactérienne des usines d'épuration, et nuisant à la dévotion finale des boues produites susceptibles d'être valorisées en agriculture).

Il est précisé que l'utilisation de produits dispersants est interdite.

Le raccordement au réseau d'assainissement public de locaux de chaufferies au fioul et de cuves de rétention de stockage de produits interdits au déversement est également interdit.

Les rejets émanant de toute activité économique, sociale ou associative exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celle des eaux usées domestiques doivent faire l'objet d'une demande de déversement d'eaux usées.

Les effluents doivent avoir une température inférieure ou égale à 30 degrés Celsius.

L'exploitant du système d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau. Dans ce cas, l'accès aux propriétés privées prévu par le Code de la Santé Publique sera précédé d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés. Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle seront consignées sur un rapport de visite dont une copie sera adressée au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais d'analyse et de contrôle occasionnés seront à la charge de l'usager, de même que tous les frais pouvant résulter directement ou indirectement de ces non conformités (voir notamment chapitre VIII du présent règlement), l'Eurométropole de Strasbourg se réservant par ailleurs le droit de poursuivre l'usager contrevenant devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 8 - CONDITIONS FINANCIÈRES

- les frais d'instruction, par l'Exploitant du système d'assainissement, d'une demande de raccordement ou de modification des installations intérieures, font l'objet d'une facturation au demandeur selon les dispositions et tarifs fixés sous l'autorité de l'assemblée délibérante de la structure à laquelle appartient l'Exploitant du système d'assainissement tel que mentionné à l'article 3 du présent règlement. La révision de ces tarifs est annuelle.

A titre d'information, les tarifs des prestations facturables font l'objet d'un arrêté tarifaire annuel de l'Eurométropole de Strasbourg. Il peut être obtenu par simple demande au Service de l'Eau et de l'Assainissement ou consultables sur www.strasbourg.eu ;

- les travaux de raccordement aux réseaux d'assainissement font l'objet d'une facturation au demandeur dans des conditions précisées aux articles 17, 27, 39 et 48, qu'il s'agisse d'eaux usées domestiques, d'eaux usées non domestiques, d'eaux usées assimilées domestiques ou d'eaux pluviales;
- au titre de la collecte et du traitement de ses eaux usées, l'usager est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement établie par l'Eurométropole de Strasbourg selon les dispositions présentées dans les articles 18, 28, 29, 40, 41 et 42 selon qu'il s'agisse d'eaux usées domestiques, assimilées domestiques ou d'eaux usées non domestiques.

CHAPITRE II

EAUX USÉES DOMESTIQUES

A – DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES

ARTICLE 9 – DÉFINITION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques proviennent :

- des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains (douche, bain) : ce sont les eaux ménagères (eaux de vaisselle, de lessive et de toilette) ;
- des W.C. et installations similaires : ce sont les eaux vannes (comprenant urines et matières fécales).

ARTICLE 10 – OBLIGATION DE RACCORDEMENT *

Sous réserve de nouvelles dispositions légales et réglementaires, et conformément au Code de la Santé Publique :

- tous les immeubles qui ont accès aux réseaux d'assainissement disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans, à compter de la date de mise en service du réseau ;
- au terme de ce délai, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui est majorée dans une proportion fixée par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg (75 % en 2015, révision annuelle). La majoration est plafonnée au doublement de la redevance ;
- tant que le raccordement n'est pas effectif, l'immeuble doit être doté d'un assainissement non collectif conforme dont les installations doivent être maintenues en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 11 – DEMANDE DE RACCORDEMENT

Toute demande de raccordement doit être adressée à l'Exploitant du système d'assainissement et lui parvenir au moins 15 jours avant le commencement des travaux de gros-œuvre.

Elle comporte un formulaire signé par le propriétaire ou son mandataire accompagné des pièces suivantes (en 2 exemplaires) :

- le plan de situation de l'immeuble à l'échelle du 1/1000 ou 1/500, avec le tracé du réseau public ;
- le plan de masse à l'échelle 1/200 (ou plus petite), avec l'implantation du (des) regard(s) de branchement, de la (des) construction(s) et des limites de propriété ;
- le plan du sous-sol, ou du rez-de-chaussée à une échelle adaptée (en général 1/50) avec le tracé des canalisations intérieures, avec indication des diamètres ;
- la coupe complète du bâtiment (échelle 1/50) et les profils en long jusqu'au collecteur avec :
 - indication des niveaux (cotes géodésiques) du sous-sol, du terrain extérieur,
 - du radier du réseau public au droit du raccordement, de la chaussée, etc.,
 - les pentes des conduites,
 - le schéma des colonnes de chute (profondeur cave, profondeur fil

d'eau, regard et niveau rue).

DES PIÈCES COMPLÉMENTAIRES POURRONT ÊTRE DEMANDÉES, NOTAMMENT :

- notes de calcul ;
- toutes pièces justificatives utiles telles que mandat du propriétaire, actes notariés, servitudes, baux de location, etc. ;
- vue en plan des étages et plan des façades ;
- accord de rejet du gestionnaire du milieu récepteur des eaux pluviales ;
- caractéristiques des rejets ;
- déclaration des sources et des usages de l'eau.

Elle est instruite par l'Exploitant du système d'assainissement qui peut demander des compléments d'information ou des aménagements techniques. La délivrance d'un arrêté autorisant le raccordement et le déversement intervient dans un délai de 60 jours ouvrés à compter de la date de réception, par l'Exploitant du système d'assainissement, de la demande réglementaire, complète et conforme sur le plan technique aux prescriptions du présent règlement.

Si les travaux de raccordement ne sont pas réalisés dans un délai de 2 ans à compter de la date de délivrance de l'arrêté susdit, une nouvelle demande doit être présentée.

ARTICLE 12 – MODALITÉS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION D'OFFICE DES BRANCHEMENTS *

Conformément au Code de la Santé Publique, et après mise en demeure, l'Exploitant du système d'assainissement pourra exécuter ou faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le « regard de branchement », lors de la construction, ou de l'incorporation au domaine public, d'un nouveau réseau de consistance adaptée.

L'exploitant du système d'assainissement mettra à charge des propriétaires les dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, aux conditions définies à l'article 17 du présent règlement.

ARTICLE 13 – CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS DOMESTIQUES

L'instruction par l'Exploitant du système d'assainissement de toute demande de raccordement visée à l'article 11 ci-dessus, est conduite sur le plan technique dans le cadre des règlements en vigueur et notamment dans le cadre :

- des Normes Européennes, à défaut Françaises, et Documents Techniques Unifiés en vigueur, dont une liste non exhaustive est annexée au présent règlement ;
- du fascicule 70 « Ouvrages d'assainissement » du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- des dispositions des annexes 5 et 6 du présent règlement.

Il est précisé que les matériaux mis en œuvre, tant pour les branchements que pour les installations intérieures, doivent obligatoirement être certifiés « NF » dès lors que cette certification existe ou présenter des caractéristiques et garanties identiques à celles exigées par cette certification (en annexe 1, liste énonciative non limitative des documents normatifs).

ARTICLE 14 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, RÉPARATION ET RENOUELEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS ET INSTALLATIONS ANNEXES SITUÉS SOUS LE DOMAINE PUBLIC *

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements et installations annexes situés sous le domaine public, sont à la charge de l'Exploitant du système d'assainissement, y compris la remise en état des lieux consécutive à ces interventions.

Il incombe à l'utilisateur de prévenir immédiatement l'Exploitant du système d'assainissement de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager, les interventions de l'Exploitant du système d'assainissement pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

En cas d'observation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, l'Exploitant du système d'assainissement est en droit d'exécuter d'office après mise en demeure préalable de l'utilisateur, et aux frais de celui-ci, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité. La mise en œuvre de cette procédure ne préjuge pas des poursuites qui pourront être engagées.

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS

La suppression totale (fermeture au droit du collecteur principal) ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par l'Exploitant du système d'assainissement, ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

Le pétitionnaire reste responsable, jusqu'à fermeture définitive du branchement, de toute introduction de produits non autorisés dans le collecteur public. Il devra notamment recenser et localiser les branchements existants et s'assurer de leur obturation provisoire.

ARTICLE 16 - MUTATION - CHANGEMENT D'USAGER

En cas de mutation de l'immeuble, ou changement d'utilisateur pour quelque cause que ce soit, et en l'absence d'un nouvel arrêté autorisant le raccordement et le déversement, le nouvel utilisateur est substitué sans frais à l'ancien pour le respect de l'arrêté susdit et du présent règlement. L'ancien utilisateur, ou, en cas de décès, ses héritiers ou ayants droits, restent responsables des sommes dues au titre des dits arrêté et règlement à la date du changement d'utilisateur.

B - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Préambule : Loi consommation

La Loi n° 2014-344 du 17/03/2014 relative à la consommation énonce que : « le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible [...] le prix du bien ou du service » à l'utilisateur demandeur.

Dans ce cadre, le Service de l'Eau et de l'Assainissement informe les utilisateurs de l'Eurométropole des informations précontractuelles suivantes :

LES GARANTIES LÉGALES

L'Eurométropole de Strasbourg est tenue à l'ensemble des garanties légales conformément à l'article L. 133-3 du code de la consommation

LES SERVICES RENDUS :

- Raccordement au réseau d'assainissement
- Service d'entretien en réseau privatif
- Les tarifs applicables fixés par délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et consultable sur le site : www.strasbourg.eu

Le montant des travaux de branchement ou de service d'entretien du réseau privé est spécifié dans le devis estimatif. Tout dépassement consécutif à un imprévu ou à une modification de la demande fera l'objet d'une information au demandeur. Cette information ne remet pas en cause l'acceptation initiale du devis et toute dépense déjà engagée sera facturée.

- Les informations explicatives de la tarification et des conditions de révisions des prix :

Les tarifs appliqués pour l'instruction de demandes de raccordement au réseau d'assainissement et l'entretien des installations privatives sont fixés par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. Ils sont révisés annuellement par l'arrêté tarifaire de l'Eurométropole de Strasbourg. Il pourra être obtenu par simple demande au Service de l'eau et de l'assainissement.

Sur ce site est à disposition également le Règlement d'assainissement applicable sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Pour ce qui concerne les travaux réalisés au bénéfice du demandeur, les prestations se font via des marchés publics de travaux dont le bordereau des prix est ajusté en fonction de la Référence I de l'Index

Travaux Publics - TP10a - Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux.

- Les délais d'intervention de soixante jours (60) pour la réalisation des travaux de raccordement (délai de rétractation de quatorze jours (14) compris) et sous réserve de la conformité des installations intérieures au Règlement d'assainissement en vigueur ou sur rendez-vous pour les travaux d'entretien.
- Les conditions et modalités d'exercice du droit de rétractation :

Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux relatifs aux services déjà fournis.

Le consommateur qui souhaite exercer son droit de rétractation alors que l'exécution du contrat a commencé, à sa demande expresse, avant la fin du délai de rétractation, sera tenu au paiement des montants correspondants au service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter.

LA MÉDIATION POSSIBLE EN CAS DE LITIGE

Tout usager ou ayant droit peut saisir le Médiateur de l'Eau qui a pour mission de proposer un règlement amiable des litiges entre les consommateurs et les services chargés de la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Les formulaires de demande de travaux de raccordement (dûment rempli et signé), de demande d'entretien précédé d'un devis soumis à acceptation à l'utilisateur, engagent le demandeur à prendre connaissance des informations précontractuelles et à :

Solliciter l'exécution anticipée (ou immédiate) des travaux de raccordement ou d'entretien et reconnaître que cette commande vaut obligation de paiement.

Attendre l'expiration du délai de rétractation, soit 14 jours avant l'exécution du service.

ARTICLE 17 - PAIEMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, SUPPRESSION, MODIFICATION DE BRANCHEMENT

Toute installation, suppression ou modification d'un branchement donne lieu au paiement, par le propriétaire, du coût des travaux au vu d'une facture établie par l'Exploitant du système d'assainissement. Les travaux sont réalisés par l'Exploitant du système d'assainissement ou par une entreprise agréée par lui.

Toutes les sujétions annexes liées à la réalisation de ces travaux (instruction de la demande, contrôles, réfections de voiries, etc.) seront facturées au demandeur.

1 - DEVIS

Avant engagement de ces travaux, un devis estimatif sera établi, soumis à l'approbation et à la signature du demandeur.

Les travaux de branchement seront réalisés dans un délai de 60 jours (délai de rétractation de quatorze (14) jours compris) suivant l'acceptation du devis et sous réserve de la conformité des installations intérieures au présent règlement.

2 - FACTURATION

La facturation des travaux est établie au vu d'un décompte établi par l'Exploitant du système d'assainissement sur la base des travaux réellement exécutés majorés de frais dont la nature et le montant sont définis sous l'autorité de l'assemblée délibérante de la structure à laquelle appartient l'Exploitant du système d'assainissement tel que mentionné à l'article 3 du présent règlement. A titre d'information, les tarifs des prestations facturables font l'objet d'un arrêté tarifaire annuel de l'Eurométropole de Strasbourg. Il peut être obtenu par simple demande au Service de l'Eau et de l'Assainissement ou consultable sur www.strasbourg.eu.

GARANTIES LÉGALES

L'Eurométropole de Strasbourg est tenue de l'ensemble des garanties légales et en particulier, conformément à l'article L.133-3 du code de la consommation :

- de la garantie de conformité, applicable en cas de défaut de conformité existant au jour de l'acquisition, dont la mise en œuvre est limitée à 2 ans à partir du jour de prise de possession du produit,
- de la garantie relative aux défauts de la chose vendue, conformément à la réglementation en vigueur notamment en matière de vices cachés ou du fait des produits défectueux.

Toute demande de mise en œuvre des garanties précitées doit se faire par écrit à l'Eurométropole de Strasbourg.

Tout usager ou ayant droit du service peut saisir l'Eurométropole de Strasbourg par écrit en cas de différend au cours de l'exécution du contrat.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à traiter la demande. Les destinataires des informations sont les agents techniques et administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg

et dans la limite de leurs attributions respectives, et le cas échéant les services du Trésor Public. Sauf mention contraire, l'ensemble des champs du formulaire sont obligatoires pour traiter la demande. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, le demandeur bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concerne, qui peut être exercé en s'adressant au Correspondant Informatique et Libertés de l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 18 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT *

L'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement, établie par l'Eurométropole de Strasbourg dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales. Ne peuvent en être exonérés que :

les consommations d'eau prélevées sur les installations sur domaine public pour les besoins des services de lutte contre l'incendie.

les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins, ou pour tout autre usage ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement, dès lors qu'ils proviennent de branchements spécifiques et ne peuvent être utilisés à des fins domestiques.

les volumes d'eau estimés infiltrés du fait d'une fuite sur l'installation privative de distribution d'eau

- pour les locaux à usage d'habitation, dans les conditions fixées par les articles L.2224-12-4 et R.2224-20-1 du code général des collectivités territoriales
- pour les autres locaux dans les cas d'une rupture d'une conduite d'eau enterrée, ou passant dans un vide sanitaire, ou au départ du branchement d'eau situé dans une fosse à compteur, sur décision spécifique du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, après production de la facture de réparation, puis constatation par un agent habilité par le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable.

La redevance est assise sur tous les volumes d'eau prélevés par l'usager que ce soit sur la distribution publique ou sur toute autre source dont l'usage génère le rejet d'eaux usées collectées dans les réseaux d'assainissement publics.

Par ailleurs, lorsque l'usager s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas du service public, il doit en faire la déclaration à la mairie et au service de l'eau et de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg. Le volume d'eau consommé servant de base au calcul de la redevance est déterminé par un dispositif de comptage, conforme à la réglementation en vigueur, posé par l'usager. A défaut d'un dispositif de comptage, l'assiette de la redevance est basée sur un forfait fixé par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de l'arrêté tarifaire pris à cet effet.

CHAPITRE III

EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES

A - DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES

ARTICLE 19 - DÉFINITION DES EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES

Sont classées dans les eaux usées assimilées domestiques, certaines eaux usées en provenance d'une activité économique ou sociale résultant principalement des besoins d'alimentation humaine, de lavage, de soins et d'hygiène des personnes ainsi que du nettoyage et du confort des locaux.

Les activités concernées sont définies dans l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux, qui figure en annexe 3 - Liste des activités assimilées domestiques du présent règlement.

Les rejets d'eaux usées domestiques et d'eaux pluviales des Établissements concernés sont par ailleurs soumis aux règles établies au chapitre V (Eaux pluviales) et chapitre II (Eaux domestiques) du présent règlement.

ARTICLE 20 - DROIT AU RACCORDEMENT

Sous réserve de nouvelles dispositions légales et réglementaires, et conformément à l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique, un Établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique a droit au raccordement au réseau public, dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES*

Les déversements doivent être compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques.

Les conditions générales d'admissibilités des eaux usées non domestiques dans le réseau public sont définies à l'article 7 (Déversement interdits et qualité des effluents) et à l'article 37 (Condition d'admissibilité des eaux usées non domestiques).

Des conditions spécifiques de déversement pourront être précisées en fonction de l'activité, dans l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement des eaux assimilées domestiques.

En fonction de la qualité et des volumes rejetés, un Établissement ayant une activité assimilée domestique pourra être considéré par la Collectivité comme un Établissement ayant des rejets non domestiques.

ARTICLE 22 - DEMANDE DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES

Tout rejet d'eaux usées assimilées domestiques doit faire l'objet d'une demande préalable de déversement (voir article 33 demande de déversement des eaux usées non domestiques) et fera l'objet d'un arrêté d'autorisation de déversement assimilé domestique.

Dans le but de s'assurer de la capacité du système d'assainissement à transporter et traiter ces rejets, la demande de déversement devra préciser la nature des activités exercées, et les caractéristiques des eaux usées rejetées (nature, débit ...).

ARTICLE 23 - CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS D'EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES

Conformément à la réglementation et au Code de l'Urbanisme, les Établissements consommateurs d'eau à usage assimilées domestiques doivent être pourvus de réseaux distincts jusqu'au collecteur public.

L'installation d'un réseau spécifique assimilé domestique sera déterminée lors de l'instruction du dossier en fonction de la qualité des eaux rejetées.

Outre les prescriptions de l'article 13, ce réseau doit être pourvu d'un regard de branchement conforme aux prescriptions de l'Exploitant du système d'assainissement.

Cas particulier des piscines (à partir de 100m³):

Un réseau spécifique assimilé domestique et distinct du réseau domestique sera demandé pour le rejet des eaux de vidange et nettoyage des bassins publics.

Cas particulier des métiers de la bouche :

Un réseau spécifique assimilé domestique et distinct du réseau domestique sera demandé pour le rejet des eaux en provenance des cuisines. L'installation d'un déboureur-séparateur à graisses sur ce réseau est une condition obligatoire pour autoriser le déversement des eaux.

ARTICLE 24 - PRÉLÈVEMENTS ET CONTRÔLES DES EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES*

L'article 35 - Prélèvements et contrôles des eaux usées non Domestiques s'applique aux eaux usées assimilées domestiques.

ARTICLE 25 - INSTALLATION DE PRÉTRAITEMENT : DIMENSIONNEMENT ET ENTRETIEN

Se référer à l'article 36 - Installations de prétraitement : dimensionnement et entretien.

Une liste non-exhaustive des activités concernées par l'installation d'un prétraitement est détaillée dans l'annexe 4 - Fiches techniques.

ARTICLE 26 - MUTATION ET CHANGEMENT D'USAGER

En cas de mutation de l'établissement, ou de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, l'arrêté d'autorisation assimilé domestique devient caduc. Une nouvelle demande de déversement d'eaux usées doit être faite auprès de l'Exploitant du système d'assainissement avant tout rejet.

L'ancien usager ou, en cas de décès, ses héritiers ou ayants droits, restent responsables des sommes dues au titre des dits arrêté et règlement en vigueur à la date du changement d'usager.

B - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 27 - PAIEMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, SUPPRESSION, MODIFICATION DE BRANCHEMENT

Se référer à l'Article 17 - Paiement des frais d'établissement, suppression, modification de branchement.

ARTICLE 28 – REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES

Les dispositions applicables à l'usager assimilé domestique sont identiques à celles de l'usager domestique. Elles sont définies à l'article 18 - redevance assainissement du présent règlement.

L'assiette de la redevance pourra subir une correction dont les coefficients sont fixés par l'Eurométropole de Strasbourg pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement, ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement rendu par l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 29 – REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX DÉVERSEMENTS TEMPORAIRES

Tout déversement temporaire donne lieu au paiement, par le demandeur, d'une redevance d'assainissement fixée selon les dispositions et tarifs arrêtés par l'Eurométropole de Strasbourg.

CHAPITRE IV

EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

A – DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES

ARTICLE 30 – DÉFINITION DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

Sont classés dans les eaux usées non domestiques tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique et assimilée domestique (voir article 9 et article 19).

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les arrêtés autorisant le raccordement et le déversement et éventuellement dans les conventions spéciales de déversement passées entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'établissement exerçant une activité à caractère industriel, commercial ou artisanal désireux de rejeter ses effluents au réseau d'assainissement public.

Toutefois, les établissements rejetant des eaux usées non domestiques, dont le flux polluant journalier est inférieur à 50 kg de DCO, peuvent être dispensés de conventions spéciales de déversement, sous réserve des dispositions réglementaires en vigueur pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les rejets d'eaux usées domestiques, d'eaux assimilées domestiques et d'eaux pluviales des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux sont par ailleurs soumis aux règles établies aux chapitres II, III et V du présent règlement.

ARTICLE 31 – PRÉSCRIPTIONS COMMUNES EAUX USÉES DOMESTIQUES ET NON DOMESTIQUES

Les articles 11, 14, 15 et 16 relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements des eaux usées non domestiques.

ARTICLE 32 – CONDITIONS DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

1 – DÉVERSEMENT PERMANENT

Conformément au Code de la Santé Publique, le raccordement des établissements produisant des eaux usées non domestiques au réseau public n'est pas obligatoire.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs effluents au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques.

Les conditions générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques dans le réseau public sont définies aux articles 7 et 37.

Les conditions particulières sont indiquées dans les autorisations de déversement des eaux non domestiques (L1331-10 du Code de la Santé Publique).

Des conditions spécifiques complémentaires peuvent être précisées dans les conventions spéciales de déversement.

2 – DÉVERSEMENT TEMPORAIRE

Une autorisation temporaire de déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg peut être accordée à tout demandeur, sous réserve du respect de contraintes particulières relatives :

- à la capacité de transport et de traitement du système d'assainissement ;
- au point de déversement dans le réseau ;
- à la qualité des effluents ;
- au débit du rejet ;
- à la durée du déversement ;
- à la remise en état des réseaux

En contrepartie, les équipements suivants doivent être mis en place avant le point de rejet vers le collecteur public, par le demandeur et à ses frais

- un prétraitement adapté (au minimum un dessableur)
- une comptabilisation du volume déversé : par exemple débitmètre couplé à un compteur horaire

ARTICLE 33 – DEMANDE DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES *

Tout déversement d'eaux usées non domestiques doit faire l'objet d'une demande préalable de déversement.

1 – DÉVERSEMENT PERMANENT

Tout déversement doit faire l'objet d'une demande :

- de raccordement si le branchement n'existe pas ;
- de déversement.

La demande est à faire par courrier adressé à l'Exploitant du système d'assainissement, visé par le représentant légal de l'établissement ou son mandataire, précisant la nature de l'activité et des effluents, les débits et les flux de pollution prévisibles en moyenne annuelle et en pointe horaire, les pré-traitements envisagés. Le formulaire de demande de déversement et le questionnaire préalable à autorisation de déversement sont disponibles sur www.strasbourg.eu.

Au vu de ces premières informations, l'Exploitant du système d'assainissement peut demander les informations qu'il juge utiles à l'instruction de la demande. L'instruction se déroule dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception, par l'Exploitant du système d'assainissement, de la demande réglementaire, complète et conforme

sur le plan technique aux prescriptions du présent règlement. L'absence de réponse dans ce délai vaut refus de l'Exploitant.

À l'issue de son instruction, la demande donne lieu, en cas d'accord, à un arrêté autorisant le raccordement et le déversement des eaux usées non domestiques et, s'il y a lieu, à une convention spéciale de déversement selon le modèle en vigueur à l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cas contraire, le demandeur recevra une lettre de refus motivé par l'Exploitant du système d'assainissement.

Toute modification ou cessation de l'activité industrielle, commerciale ou artisanale doit être signalée à l'Exploitant du système d'assainissement et peut donner lieu à une nouvelle demande de déversement et à un avenant à la convention de déversement le cas échéant.

2 - DÉVERSEMENT TEMPORAIRE

Toute demande de déversement temporaire doit être adressée au service de l'eau et de l'assainissement et lui parvenir au moins 60 jours avant la date de début de déversement souhaitée.

La demande est faite par écrit et adressée au service de l'eau et de l'assainissement à l'aide du formulaire de demande de rejet temporaire (disponible sur www.strasbourg.eu) visé par le représentant légal du demandeur précisant le lieu, la date, la durée, le volume, la nature et les caractéristiques physico-chimiques des effluents.

Au vu de ces premières informations, l'Exploitant du système de l'eau et de l'assainissement peut demander des informations complémentaires qu'il juge utiles à l'instruction de cette demande.

À l'issue de son instruction, la demande de déversement donnera lieu, en cas d'accord, à un arrêté d'autorisation de déversement temporaire.

ARTICLE 34 - CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS D'EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

Conformément à la réglementation et au Code de l'Urbanisme, les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles et notamment les établissements pour métier de la bouche et piscine ouverte au public (ERP) doivent être pourvus de trois réseaux distincts, jusqu'au collecteur public :

- un réseau eaux domestiques ;
- un réseau eaux pluviales ;
- un réseau eaux non domestiques.

Pour les bâtiments à destination d'une activité tertiaire ou non défini un réseau et un raccordement du type non domestique est également demandé pour toute construction neuve.

Outre les prescriptions de l'article 13, chacun de ces réseaux doit être pourvu d'un regard de branchement, conforme aux prescriptions de l'Exploitant du système d'assainissement et pour les eaux non domestiques d'un regard de prélèvement de diamètre 1000 mm au minimum avec un tampon de 800 mm, pour permettre l'introduction de l'instrumentation (préleveur, débitmètre) nécessaire. Lors de l'instruction de la demande de raccordement, il pourra être accordé un seul regard remplissant à la fois les fonctions de visite et de prélèvement.

Des exemples de chambre de mesures en écoulement libre et sous pression figurent dans le référentiel technique de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Quelque soit sa fonction, un regard sera placé au plus près de la limite public/privé, sur le domaine privé, pour faciliter le contrôle et l'entretien du branchement.

Le regard doit être identifié, visible et rester facilement accessible à toute heure aux agents et engins de l'Exploitant du système d'assainissement.

Un dispositif d'obturation permettant d'isoler le réseau public de l'établissement industriel, commercial ou artisanal doit être placé aux frais dudit établissement sur le branchement des effluents industriels et être accessible à tout moment aux agents de l'Exploitant du système d'assainissement.

ARTICLE 35 - PRÉLEVEMENTS ET CONTRÔLES DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES *

Des autocontrôles, obligatoires dans le cas de l'établissement d'une convention spéciale de déversement, pourront être demandés dans l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement des eaux usées non domestiques. Leur fréquence ainsi que les paramètres à contrôler sont déterminés en fonction des rejets. Les résultats sont alors à communiquer à l'Exploitant du système d'assainissement.

Des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par l'Exploitant du système d'assainissement ou par son mandataire dans les regards de branchement, afin de vérifier si les eaux usées non domestiques déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions générales ainsi qu'aux prescriptions particulières de l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement et, le cas échéant, de la convention spéciale de déversement en vigueur. CHAPITRE III -

Les analyses sont faites par l'Exploitant du système d'assainissement ou par tout laboratoire mandaté par lui.

Les frais d'analyse sont supportés par le titulaire si les résultats démontrent que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, de même que tous les frais pouvant résulter directement ou indirectement de ces non-conformités (voir notamment chapitre VIII du présent règlement), l'Eurométropole de Strasbourg se réservant par ailleurs le droit de poursuivre l'usager contrevenant devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 36 - INSTALLATIONS DE PRÉ-TRAITEMENT : DIMENSIONNEMENT ET ENTRETIEN

Les installations de pré-traitement nécessaires au respect des conditions d'admissibilité figurant :

- dans le présent règlement ;
- dans l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement ;
- le cas échéant dans la convention spéciale de déversement ;

Elles doivent être dimensionnées selon les normes en vigueur et les fiches techniques figurant en annexe 4 pour ce qui concerne le traitement des graisses, féculés et hydrocarbures. Elles doivent être maintenues en permanence en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir justifier, par tout document approprié (facture, fiche d'intervention, ...), à l'Exploitant du système d'assainissement du bon entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, féculés, les déboueurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations et des nuisances qui peuvent résulter d'un entretien insuffisant.

L'utilisation de traitement enzymatique dans les réseaux intérieurs/ extérieurs ou les séparateurs n'est pas autorisée sauf dérogation spéciale du service de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 37 - CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES *

Outre le respect du présent Règlement et de l'existence et du respect de l'autorisation de déversement des eaux non domestiques (article L1331-10 du Code de la Santé Publique) les conditions générales d'admissibilité sont :

1 - COMPOSITION

Les effluents doivent au minimum respecter les valeurs limites données dans le tableau ci-après. La dilution des effluents ou l'usage de produits dispersants ne doit pas constituer un moyen de respecter ces valeurs.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures durant une période représentative de l'activité de pointe de l'entreprise (hors pH et température pour lesquels les valeurs limites doivent être respectées en instantané).

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'imposer d'autres valeurs limites, de demander une étude d'impact sur la compatibilité des rejets avec le traitement existant à la station d'épuration, d'inclure d'autres substances ou critères dans le tableau suivant et/ou de demander l'écotoxicité de l'effluent. Une attention et des mesures particulières seront prises pour les paramètres Fluorure, Chlorure, Sulfate, Sulfonate de Perfluorooctane, AOX, Aluminium, Etain, Manganèse, Zinc, Fer au regard des résultats des analyses pérennes des recherches des substances dangereuses à la station d'épuration.

Paramètres	minimum	maximum	unité
Hydrocarbures totaux		5.00	mg/l
Sulfures		10.00	mg/l
SEH		50	mg/l
Chlorures		750	mg/l
MEST		600	mg/l
DCO		2 000	mg/l
Azote global		150	mg/l de N
Phosphore total		50	mg/l de P
pH	5.5	9.5	
température		30	°C
		2.5	(bonne biodégradabilité)
Arsenic		0.05	mg/l
Cadmium		0.20	mg/l
Mercuré		0.05	mg/l
Indices phénols		0.30	mg/l
Cyanures		0.10	mg/l
Chrome hexavalent et composés		0.10	mg/l de Cr
Chrome et composés		0.50	mg/l de Cr
Plomb et composés		0.50	mg/l de Pb
Cuivre et composés		0.50	mg/l de Cu
Nickel et composés		0.50	mg/l de Ni
Zinc et composés		2.00	mg/l de Zn
Manganèse et composés		1.00	mg/l de Mn
Etain et composés		2.00	mg/l de Sn
Fer et composés		2.5	mg/l de Fe
Aluminium et composés		2.5	mg/l de Al
Composés organiques halogénés		1.00(1)	mg/l d'AOX ou EOX
Fluor et composés		15.00	mg/l de F

MEST : Matières En Suspension Totales

SEH : Substances Extractibles à l'Hexane

DCO : Demande Chimique en Oxygène (eau brute)

DBO5 : Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours (eau brute)

AOX : halogène organique adsorbable

PFOS : Sulfonate de Perfluorooctane

(1) Seuil applicable sous réserve que les concentrations limites en substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement soient respectées (art. 32 3° 15.de l'arrêté du 2 février 1998) ou lorsque moins de 80 % des organohalogénés sont identifiés

2 - IMPACT SUR LE SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT ET LES MILIEUX NATURELS

Outre les restrictions indiquées à l'article 7, les effluents doivent respecter les caractéristiques de la liste suivante, l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'y inclure d'autres critères :

Absence de matières flottantes déposables ou susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de mettre en danger le personnel chargé de leur exploitation.

Absence de substances susceptibles de représenter un risque infectieux (en provenance d'établissements médicaux, de laboratoires, etc.).

Absence de substances susceptibles de perturber le fonctionnement de la station d'épuration (notamment biologie, digestion, sécheur, traitement des fumées, qualité des sous produits...).

Absence de substance susceptible d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics.

Les résultats des mesures et analyses des effluents déversés dans le réseau public de collecte des eaux usées réalisés en application des actes réglementaires (arrêté ICPE, programme de surveillance de la circulaire du 5 janvier 2009 (2ème phase Rejet des Substances Dangereuses dans l'Eau) complété par la circulaire du 27 avril 2011, seront communiqué dès réception à la collectivité ;

Les résultats d'auto surveillances tel que défini dans l'arrêté du 21 juillet 2015, article 13 « Raccordement d'eaux usées non domestiques au système de collecte » seront également communiqués à la collectivité dès réception

En cas d'incapacité du système d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg à respecter ses engagements contractuels et/ou réglementaires du fait de la qualité des effluents de l'Établissement, la Collectivité se réserve le droit de suspendre ou d'interrompre l'autorisation de déversement comme évoqué à l'article 11 de l'arrêté d'autorisation. Ce pourrait être le cas en cas de déversement d'un micropolluant interdit au déversement ou amené à être réduit par la réglementation.

ARTICLE 38 - MUTATION - CHANGEMENT D'USAGER

En cas de mutation de l'établissement, ou de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, l'arrêté d'autorisation de raccordement et de déversement et la convention spéciale de déversement, si elle existe, deviennent caduques. Une nouvelle demande de déversement d'eaux usées non domestiques doit être faite auprès de l'Exploitant du système d'assainissement avant tout rejet.

L'ancien usager, ou, en cas de décès, ses héritiers ou ayants droits, restent responsables des sommes dues au titre desdits arrêté, règlement, et convention spéciale de déversement en vigueur à la date du changement d'usager.

B - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 39 - PAIEMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, SUPPRESSION, MODIFICATION DE BRANCHEMENT

Toute opération d'établissement, suppression, modification d'un branchement d'eaux usées non domestiques donne lieu au paiement par le propriétaire du coût des travaux selon les dispositions de l'article 17.

ARTICLE 40 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

À l'exception des cas particuliers visés à l'article 41 ci-après, les rejets d'eaux usées non domestiques sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement visée à l'article 18.

L'assiette de la redevance pourra subir une correction dont les coefficients sont fixés par l'Eurométropole de Strasbourg pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement, ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement rendu par l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 41 - PARTICIPATIONS FINANCIÈRES SPÉCIALES

Si le rejet d'eaux usées non domestiques entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application du Code de la Santé Publique. Celles-ci sont définies par la convention spéciale de déversement établie selon le modèle en vigueur à l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 42 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX DÉVERSEMENTS TEMPORAIRES

Tout déversement temporaire donne lieu au paiement, par le demandeur, d'une redevance d'assainissement fixée selon les dispositions et tarifs arrêtés par l'Eurométropole de Strasbourg.

CHAPITRE V

LES EAUX PLUVIALES

A - DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES

ARTICLE 43 - DÉFINITION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques ruisselées sur une surface imperméable.

Sont assimilées à des eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings, etc . . .

Les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des bassins de natation ne sont pas considérées comme des eaux pluviales. Ces effluents peuvent éventuellement être admissibles dans le réseau public d'assainissement dans le cadre d'un arrêté autorisant le raccordement et le déversement au titre d'eaux usées non domestiques.

ARTICLE 44 – PRESCRIPTIONS COMMUNES EAUX USÉES DOMESTIQUES ET PLUVIALES

Les articles 11, 13, 14, 15 et 16 relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements pluviaux.

ARTICLE 45 – CONDITIONS DE RACCORDEMENT DES EAUX PLUVIALES *

1 – PRINCIPE

Le déversement d'eaux pluviales sur la voie publique est interdit.

Avant toute demande de raccordement des eaux pluviales au réseau public d'assainissement, la gestion alternative à la parcelle devra être étudiée. Si des contraintes techniques indépendantes du projet ne permettent pas la gestion de ces eaux in situ, le raccordement des eaux pluviales au réseau public pourra être autorisé sous conditions fixées par le Service de l'Eau et de l'Assainissement. Des techniques de gestion à la parcelle doivent être intégrées systématiquement au projet d'aménagement et de construction dès sa conception, conformément aux recommandations de l'Etat Français édictées dans le guide édité par le CERTU « la Ville et son Assainissement » (23 octobre 2003), confirmé par l'article 5 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

En cas de réalisation d'un projet d'une surface supérieure à un hectare, un dossier loi sur l'eau devra être réalisé. Ce dossier sera soumis pour avis au service de l'eau et de l'assainissement préalablement à sa transmission à la Direction Départementale des Territoires.

Dans le cas d'un rejet au fil d'eau du caniveau, les canalisations ou gouttières seront prolongées sous le trottoir par des canalisations rigides de diamètre Ø100 mm minimum. La sortie se fera dans la bordure du caniveau. Les rejets par pompage ne sont pas autorisés. Le débordement du rejet sur la bande de roulement de la voie n'est pas autorisé. Un regard en pied de façade pourra être demandé par le Service de l'Eau et de l'Assainissement pour faciliter son entretien.

2 – DISPOSITIONS DE GESTION À LA PARCELLE

Les dispositifs de gestion des eaux pluviales à la parcelle (avec ou sans admission au réseau public d'assainissement) peuvent consister en (liste énonciative non limitative) :

- l'évacuation vers un émissaire naturel (cours d'eau, fossé, ...), dans ce cas, l'autorisation du gestionnaire du milieu de rejet doit être préalablement obtenue et fournie ;
- la limitation de l'imperméabilisation ;
- l'infiltration dans le sol :
 - les eaux pluviales en provenance des toitures en zone d'habitation pourront être infiltrées sans traitement,
 - des traitements appropriés pourront être prescrits pour les eaux pluviales de toute autre provenance,
 - l'infiltration est proscrite pour les eaux pluviales en provenance de surfaces exposées à des produits polluants.
- le stockage et tamponnage :
 - dans des citernes,
 - dans des ouvrages enterrés,
 - sur des surfaces et aménagements extérieurs spécialement conçus et adaptés à cet effet.

En outre, des dispositions d'aménagement de surface sont à prévoir afin d'éloigner des immeubles les débits générés par un événement de période de retour supérieure à celle du dimensionnement de ces dispositifs.

3 – RECOMMANDATIONS D'AMÉNAGEMENT

Afin d'optimiser la protection des bâtiments contre les éventuels ruissellements d'eaux pluviales, il est recommandé de respecter les aménagements suivants :

- seuil : pour éviter le débordement des eaux de ruissellement de la chaussée dans les propriétés privées à l'occasion de pluies d'intensités exceptionnelles, il est demandé de s'assurer que le seuil d'entrée en limite de propriété présente une différence de niveau par rapport au caniveau de la rue au droit de la propriété (Cf. schéma en annexe 6) ;
 - garage en sous-sol :
 - pente de la rampe : en cas d'aménagement de garage en sous-sol, le calage du niveau de celui-ci est effectué de façon à ce que la rampe d'accès respecte la recommandation concernant le seuil,
 - dispositif d'évacuation des eaux pluviales de la rampe : les eaux pluviales sont à recueillir dans un caniveau à grille présentant une section minimale de 20 x 20 cm. Ce caniveau sera raccordé au réseau conformément aux modalités de raccordement des écoulements en sous-sol (article 54). La fosse de récupération doit avoir une capacité minimale de 1 m3. Pour les rampes dont la surface excède 50 m2, elle devra avoir une contenance adaptée à la surface desservie,
 - aménagement du terrain : l'aménagement du terrain doit être conçu et réalisé de façon à éloigner les eaux de ruissellement du bâtiment et plus particulièrement de l'entrée du sous-sol et de la rampe de garage.
- Ces dispositions sont examinées dans le cadre de la demande d'autorisation de raccordement instruite par l'Exploitant du système d'assainissement.

4 – DÉTERMINATION DES AMÉNAGEMENTS À LA PARCELLE

Une étude est à fournir par le propriétaire ou son mandataire à l'Exploitant du système d'assainissement. Elle doit comprendre :

- le plan de situation de l'immeuble à l'échelle du 1/1000 ou 1/500, avec le tracé du réseau public ;
- le plan de masse à l'échelle 1/200 (ou plus petite), avec l'implantation du (des) regard(s) de branchement, de la (des) construction(s) et des limites de propriété ;
- la coupe complète du bâtiment (échelle 1/50) et les profils en long jusqu'au collecteur avec :
 - indication des niveaux (cotes géodésiques) du sous-sol, du terrain extérieur, du radier du réseau public au droit du raccordement, de la chaussée, etc.,
 - les pentes des conduites,
 - le schéma des colonnes de chute (profondeur cave, profondeur fil d'eau, regard et niveau rue),
 - notes de calcul.

Des pièces complémentaires pourront être demandées, notamment :

- étude pédologique de la parcelle ;
- accord de rejet du gestionnaire du milieu récepteur des eaux pluviales.

ARTICLE 46 – DEMANDE DE RACCORDEMENT

Tout raccordement des eaux pluviales doit faire l'objet d'une demande à l'Exploitant du système d'assainissement selon les dispositions de l'article 11. Doit également être joint à la demande un descriptif des dispositifs de limitation de débit et de pré-traitements envisagés, avec indication des débits à évacuer (voir annexe 4).

L'Exploitant du système d'assainissement s'assure, le cas échéant, du respect de la loi sur l'eau par le demandeur.

La demande de raccordement des eaux pluviales peut en général être regroupée avec la demande de raccordement des eaux usées.

ARTICLE 47 - CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS D'EAUX PLUVIALES

Lorsque le propriétaire ou son mandataire aura prouvé que la gestion intégrale des eaux pluviales à la parcelle est impossible, il peut être envisagé de raccorder l'excédent d'eaux pluviales au réseau public.

Dans ce cas, le débit instantané admissible est limité à 5 l/s/ha.

Toutefois, certaines situations, notamment la superficie de la parcelle ou son imperméabilisation, peuvent conduire, pour des raisons techniques, à déroger à cette valeur dans la limite maximale indiquée par le Service de l'Eau et de l'Assainissement et en fonction de la capacité résiduelle du réseau public existant. Cette régulation est obtenue au moyen de dispositifs de régulation et de stockage appropriés.

En plus des prescriptions de l'article 13, l'Exploitant du système d'assainissement peut, dans le cas de raccordement à un réseau unitaire et dans certaines situations techniques, imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de pré-traitement tels que dessableurs, décanteurs ou séparateurs d'hydrocarbures à l'exutoire des surfaces imperméabilisées en tout ou partie. Dans le cas d'un raccordement à un réseau séparatif, ces dispositifs de pré-traitement sont obligatoires et seront réalisés conformément aux prescriptions techniques qui seront données par l'Exploitant du système d'assainissement et du gestionnaire du milieu naturel (voir notamment annexe 4).

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

B - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 48 - PAIEMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, SUPPRESSION, MODIFICATION DE BRANCHEMENT

Toute opération d'établissement, suppression, modification d'un branchement d'eaux pluviales réalisée par l'Exploitant du réseau d'assainissement donne lieu au paiement par le propriétaire du coût des travaux selon les dispositions de l'article 17.

ARTICLE 49 - CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ DES EAUX PLUVIALES

Sans préjudice de textes plus contraignants applicables et dans le respect des dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Ill-Nappe-Rhin, ainsi que des objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur, la qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées pour les eaux usées non domestiques pour l'ensemble des caractéristiques et paramètres (article 37 et annexe 4-C Séparateurs à hydrocarbure), à l'exception des paramètres suivants mesurés sur un échantillon ponctuel :

PARAMÈTRES SEUILS :

MEST < 30 mg/l

DCO < 100 mg/l

Azote global < 10 mg/l de N

Phosphore total < 1 mg/l de P

Hydrocarbures < 100 mg/l (réseaux de type unitaire)

Hydrocarbures < 5 mg/l (réseaux de type pluvial)

CHAPITRE VI

LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

ARTICLE 50 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

Les installations sanitaires intérieures sont toutes les installations desservant une propriété et situées, d'une manière générale, en amont de la limite de cette propriété. Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés, y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales, lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau, sont à la charge exclusive des propriétaires.

Avant tout raccordement au réseau public, il est vérifié à gaine technique et à tranchée ouvertes, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Afin de permettre ce contrôle, le pétitionnaire doit aviser l'Exploitant du système d'assainissement au moins deux jours ouvrables avant le commencement des travaux sur les installations sanitaires intérieures.

Il est précisé que les installations sanitaires intérieures doivent être conformes :

- aux Normes Européennes, à défaut Françaises, et Documents Techniques Unifiés en vigueur, dont une liste non exhaustive est annexée au présent règlement ;
- aux dispositions des annexes 5 et 6 du présent règlement.

Il est précisé que les matériaux mis en œuvre pour les installations intérieures doivent obligatoirement être certifiés « NF » dès lors que cette certification existe ou présenter des caractéristiques et garanties identiques à celles exigées par cette certification (en annexe 1, liste énonciative non limitative des documents normatifs).

Dans le cas où le propriétaire ou son mandataire aurait négligé de solliciter le contrôle ou lorsque l'installation contrôlée est déclarée non conforme, le propriétaire doit y remédier à ses frais, dans le délai fixé par l'Exploitant du système d'assainissement.

Toute modification ou addition ultérieure aux installations devra donner lieu à une autorisation délivrée dans les conditions fixées ci-dessus.

ARTICLE 51 - IMMEUBLE PRÉEXISTANT À LA POSE DU RÉSEAU PUBLIC

Lorsqu'un propriétaire est obligé de raccorder les installations de son immeuble au réseau d'assainissement public nouvellement posé, il est tenu de prouver à l'Exploitant du système d'assainissement, que ses installations sont conformes aux prescriptions du présent règlement.

ARTICLE 52 – SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIENS CABINETS D'AISANCE

Conformément au Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, l'Exploitant du système d'assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses fixes, septiques chimiques et appareils équivalents, mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés ou démolis, soit désinfectés s'ils sont destinés à un autre usage.

ARTICLE 53 – DISTINCTION DES RÉSEAUX INTÉRIEURS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'assainissement est interdit. Sont également interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser pénétrer les effluents des canalisations d'assainissement dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ARTICLE 54 – ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Toutes les conduites d'évacuation, tant des eaux usées (effluents domestiques et non domestiques) que des eaux pluviales doivent être étanches et conformes aux schémas présentés en annexe 6.

Pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales du réseau public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister au moins à la pression exercée par une colonne d'eau affleurant au niveau de la chaussée.

De même, tous les orifices sur ces canalisations ou sur les appareils (regards de visite, pièces de révision, tuyaux en attente) reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à la pression définie précédemment.

Enfin, pour assurer la protection contre le reflux des eaux usées et pluviales du réseau public dans les caves, sous-sols et cours, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve le réseau public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales et constitué :

- de manière générale, d'un dispositif élévatoire (fosse de relevage) pour les locaux situés en contrebas de la voie publique et équipés d'appareils sanitaires ;
- à titre exceptionnel, pour de l'habitat individuel, dans des cas simples et en l'absence d'eaux de ruissellement et d'eaux vannes, d'un dispositif à clapet et vanne anti-retour.

La fosse de relevage devra être dimensionnée en fonction des quantités d'eaux pluviales recueillies.

Les frais d'installation, d'entretien et de réparations sont à la charge totale du propriétaire.

Toute inondation intérieure due à l'absence ou à l'insuffisance du dispositif de protection, ou à son mauvais fonctionnement, ne saurait être imputée à l'Exploitant du système d'assainissement.

ARTICLE 55 – POSE DES SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant du réseau d'assainissement et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons doivent être conformes à la norme en vigueur. Ils doivent être facilement accessibles et à l'abri du gel. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de W.C. à la colonne de chute.

ARTICLE 56 – W.C.

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

ARTICLE 57 – INSTALLATION DE BROyeurs

L'installation de broyeurs sur W.C., éviers ou autres appareils est interdite en raison des perturbations que de tels dispositifs peuvent occasionner au fonctionnement du système d'assainissement collectif.

ARTICLE 58 – VIDANGE DE PISCINE

Compte tenu des contraintes techniques liées au fonctionnement du réseau dans le cas d'une vidange de piscine dans le réseau d'assainissement public, celle-ci est soumise à l'obtention d'une autorisation temporaire de déversement à partir d'un bassin de 100 m³. Il est interdit de vidanger les eaux par temps de pluie et moins de 24h après un événement pluvieux ou un traitement.

Dans tous les cas il convient d'informer soit l'Eurométropole de Strasbourg soit le SDEA selon la commune concernée.

ARTICLE 59 – CONDUITES SOUTERRAINES

Les conduites gravitaires d'évacuation sont de type rigide, semi-rigide ou souple constituant un système complet et homogène dans leur classe de résistance. Le choix du matériau relève de la seule responsabilité de l'usager qui devra tenir compte des contraintes spécifiques induites par son immeuble et de la nécessaire compatibilité du matériau avec les interventions de l'Eurométropole sur le réseau public. Il appartient à l'usager de choisir le matériau qui présente la résistance la plus appropriée à cet égard, les valeurs minimales précisées ci-dessous n'étant pas nécessairement les plus appropriées.

LES VALEURS MINIMALES À RESPECTER SONT :

- tuyaux de type rigide : résistance à l'écrasement supérieure ou égale à 30 kN/m (grès par exemple),
- tuyaux semi-rigide : coefficient de rigidité annulaire spécifique supérieur ou égal à 32 kN/m² (fonte par exemple),
- tuyaux souples : coefficient de rigidité annulaire spécifique supérieur ou égal à 16 kN/m² (PVC de type CR16 ou polypropylène de type SN16 par exemple) avec des raccords et accessoires de type SDR 34 (appelés couramment CR8 ou SN8).

Elles sont posées autant que possible suivant le trajet le plus court vers le réseau public en évitant les changements de pente et de direction. Elles ne sont pas tronçonnées par l'implantation de puisards, siphons ou de vannes d'arrêt.

Dans le cas de changements de direction, et pour les conduites de longueur supérieure à 30 m, des regards intermédiaires sont à mettre en place. Ils seront munis d'une pièce de visite étanche sur les réseaux d'évacuation des eaux de type usé et unitaire. Ils seront à cunette pour les réseaux d'évacuation des eaux pluviales sauf dans les cas énumérés sous article 54 alinéa 3.

A l'extérieur des bâtiments, les conduites doivent avoir un recouvrement de 0,60 m minimum. Les fils d'eau de sortie de siphon et de pied de gouttière doivent être hors gel (hors dispositifs spéciaux à une profondeur de 1,20 m).

A l'intérieur des bâtiments, les conduites placées dans le sol doivent être recouvertes soit d'une couche de terre d'au moins 30 cm d'épaisseur, soit d'une dalle de protection d'au moins 10 cm d'épaisseur. A défaut de recouvrement suffisant défini précédemment les conduites en contact, voire noyées dans le béton, présenteront un coefficient de dilution compatible avec ce dernier.

Pour les conduites de diamètre inférieur ou égal à 150 mm, la pente doit être, sauf impossibilité technique, égale ou supérieure à 1,5 cm par mètre pour les réseaux unitaires et 3 cm par mètre pour les réseaux eaux usées.

Les diamètres des conduites d'évacuation des eaux vannes seront au minimum de 150 mm et augmentés à 200 mm au-delà de 15 WC.

ARTICLE 60 - CONDUITE SOUS PRESSION

Dans le cadre des réseaux ramifiés sous pression, le dispositif de pompage situé sur domaine privé est composé d'une fosse d'un volume minimum de 300 l équipée d'une pompe adaptée et dimensionnée selon le réseau public existant. La fosse, y compris le tampon est étanche à l'eau et à l'air et pourvue d'une conduite de ventilation hors toiture de diamètre 100 mm.

Les tuyaux d'évacuation sont d'un diamètre intérieur minimum de 50 mm compatible avec le poste de refoulement. Les conduites sont posées hors gel à une profondeur d'environ 1,20 m sous le terrain et avec maintien de la mise en charge.

ARTICLE 61 - CONDUITES AÉRIENNES

Généralement posées en sous-sol ou en vide sanitaire, les conduites aériennes à l'intérieur des bâtiments doivent être posées et dimensionnées selon les mêmes règles de pente que les conduites souterraines (article 59).

Elles constituent un système complet et homogène dans sa classe de résistance.

En cas de présence de réseaux séparés pour les eaux usées et pluviales réalisés avec un matériau identique, un marquage lisible et indélébile pérenne est à apposer sur les conduites d'évacuation tous les 10 m et à chaque déviation.

Pour les opérations importantes - immeubles d'habitation ou à usage industriel, commercial ou artisanal - les sections seront calculées suivant les volumes d'eaux à évacuer et le cas échéant les pentes disponibles.

ARTICLE 62 - COLONNES DE CHUTES

1 - COLONNES

Toutes les colonnes de chutes, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement et constituées de tuyaux présentant des garanties de résistance mécanique et chimique, dans le respect des réglementations en vigueur en la matière.

Le système séparatif des colonnes de chute « Eaux vannes », « Eaux ménagères » et « Eaux pluviales » et les diamètres intérieurs minima des colonnes sont définis en annexe 4. En sous-sol et vide-sanitaire, les colonnes formeront un système complet et homogène avec les conduites aériennes définis dans l'article 61. Le diamètre de ces tuyaux devra rester constant. Lorsqu'un changement de direction ne peut être évité, le diamètre de la conduite de chute est à augmenter d'une unité (sans toute fois dépasser le diamètre de 150 mm pour les W.C.). Pour une déviation peu importante, l'emploi de deux coudes de faible inclinaison est admis sans augmentation de diamètre.

Pour les immeubles d'habitation de plus de 30 logements desservis par un seul branchement, tous les éviers devront être branchés sur une colonne de chute particulière transitant par un déboureur-séparateur à graisses conforme aux prescriptions précisées en annexe 5.

Pour les immeubles de plus de 10 niveaux, une déviation sera installée sur les colonnes de chute tous les 5 étages de manière à casser l'énergie cinétique. Elles seront conformes aux schémas de l'annexe 5.

2 - VENTILATION

Aux fins d'aération de conduites, les tuyaux doivent déboucher à l'air libre sur le toit et être munis d'un dispositif de protection. L'extrémité supérieure de ces aérations ne doit pas déboucher vers le haut, soit sur des terrasses, soit devant des portes ou à une distance horizontale de moins de 2 mètres de fenêtres de locaux habités.

La ventilation hors toiture des colonnes de chute peut être remplacée par des clapets d'aération à membrane conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental.

L'installation de ces dispositifs peut être effectuée sous réserve de maintenir, par bâtiment ou maison individuelle ou par groupe de 20 logements d'un immeuble collectif, une ventilation hors toit de la colonne située à l'extrémité amont du collecteur principal.

Ces clapets d'aération ne peuvent être installés que dans des combles ou espaces inhabités et ventilés ou dans des pièces de service munies d'un système de ventilation permanente (W.C., salles d'eaux, ...) à l'exclusion des cuisines. Ils doivent être facilement accessibles, sans démontage, d'éléments de construction et s'opposer efficacement à toute diffusion, dans les locaux, d'émanation provenant de la colonne de chute. Ces dispositifs devront être placés à 60 cm au-dessus du niveau de la dalle ou à 15 cm au-dessus du couvercle de W.C.

Pour les colonnes de chute de 15 à 24 m de hauteur, des clapets d'aération supplémentaires seront installés au 4^{ème} niveau, 8^{ème} niveau et sous combles. Au-delà de 24 mètres de hauteur, les clapets d'aération sont interdits.

Les clapets d'aération ne peuvent pas remplacer les événements nécessaires à la ventilation des installations d'assainissement (fosses septiques), des fosses de relevage et des séparateurs de graisse et des séparateurs de fécule.

3 - PIÈCE DE VISITE

Au pied de chaque colonne de chute, une pièce de visite, dite « hermétique », facilement accessible, doit être installée. Le diamètre des ouvertures de ces pièces doit être sensiblement égal à celui des tuyaux sur lesquels elles sont aménagées.

Dans les immeubles de plus de 6 niveaux, une telle pièce devra se trouver environ tous les 10 m et au droit des coudes éventuels.

ARTICLE 63 - DESCENTES DE GOUTTIÈRES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, ainsi que les colonnes de chute des « eaux pluviales » intérieures au bâtiment doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Des descentes de gouttière communes à deux ou plusieurs immeubles ne sont pas admises.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être munies en partie inférieure d'une pièce de visite et accessibles à tout moment.

Enfin, la partie inférieure des descentes de gouttières, jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre au-dessus du sol, devra être équipée d'un « dauphin » en fonte ou en un autre matériau de résistance aux chocs équivalent.

Les descentes d'eaux pluviales débouchant vers le haut, soit sur des terrasses, soit devant des portes ou à une distance horizontale de moins de 2 mètres de fenêtres de locaux habités ou de la limite de la propriété voisine, seront obligatoirement siphonnées à la base avec des puisards de dessablement en matériaux rigides, types grès.

La présence de ces puisards de dessablement, équipement privé, sur le domaine public en limite de propriété fera l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public délivrée par la collectivité gestionnaire de ce domaine public.

Exceptionnellement des siphons dits « serpentins » peuvent être utilisés si la cour est en contrebas de la voie publique. Ces siphons à occlusion hydraulique sont à poser à l'intérieur de l'immeuble à l'abri du gel et doivent rester facilement accessibles.

ARTICLE 64 - JONCTION DE DEUX CONDUITES

Pour les conduites de diamètre inférieur ou égale à 300 mm, en réseau horizontal la jonction est à réaliser dans un angle compris entre 45° et 67°30'.

En colonne de chute, la pose d'une pièce d'embranchements double d'équerre n'est tolérée qu'à condition de desservir un seul logement. Pour les chutes de W.C., l'embranchement double est interdit dans tous les cas.

Pour les conduites de diamètre inférieur ou égal à 150 mm, la pente doit être, sauf impossibilité technique, égale ou supérieure à 1,5 cm par mètre.

ARTICLE 65 - LAVAGE DES VÉHICULES *

Le lavage et le nettoyage des véhicules sont interdits sur la voie publique.

Pour ce qui concerne les voies et aires privatives, le propriétaire ou son mandataire doit aménager une aire de lavage. Tout lavage de véhicule est interdit en dehors de cette aire de lavage.

Si le nombre des véhicules pouvant être garés est supérieur ou égal à 20, cette aire de lavage est aménagée avec débourbeur et séparateur d'hydrocarbures, conformément aux prescriptions de l'Eurométropole de Strasbourg.

Si le nombre de véhicules est inférieur à 20, il y a lieu de mettre en place un séparateur d'hydrocarbures dimensionné comme suit :

- 1 à 4 véhicules : D.N. 300 mm,
- à partir de 5 véhicules : assurer un débit nominal minimum de 3 l/s.

Ces dispositions générales sont complétées selon que les eaux de lavage sont raccordées sur réseaux unitaires ou séparatifs :

1 - RÉSEAUX UNITAIRES

Il est possible de déroger à la création d'une aire de lavage. Dans ce cas, la pose de débourbeur et séparateur d'hydrocarbures est nécessaire pour traiter l'ensemble des eaux de ruissellement des parkings et aires de circulation.

2 - RÉSEAUX SÉPARATIFS

Pour les immeubles à usage d'habitation, aucune dérogation n'est admise à l'aménagement de l'aire de lavage et celle-ci est raccordée au réseau d'évacuation des eaux usées, avec débourbeur et séparateur d'hydrocarbures, conformément aux prescriptions de l'Eurométropole de Strasbourg (voir notamment annexe 4).

Dans tous les cas, ces installations de prétraitement doivent être entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement par le propriétaire, qui doit pouvoir présenter à l'Exploitant du système d'assainissement tout document justifiant de ce bon entretien.

Pour les immeubles à usage d'habitation, en cas de gestion à la parcelle par infiltration des eaux de ruissellement de parking ou de voiries circulées, l'aménagement d'une aire de lavage est obligatoire. Elle doit être raccordée au réseau d'assainissement public unitaire ou des eaux usées via un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures conforme à l'annexe 4.

ARTICLE 66 - ENTRETIEN, RÉPARATION ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

L'entretien, la réparation et le renouvellement des installations sanitaires intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation, y compris les puisards de dessablement implantés en pied de gouttières mais hors les autres ouvrages implantés sur domaine public dont l'entretien, la réparation et le renouvellement sont assurés par l'Exploitant du système d'assainissement.

Aucune responsabilité ne pourra être recherchée auprès du service de l'eau et de l'assainissement pour une qualité insuffisante dans la pose des réseaux enterrés ou apparents ou encore par suite de détérioration éventuelle liée à des actions d'entretien et de débouchage.

ARTICLE 67 - MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

L'exploitant du système d'assainissement vérifie, avant tout raccordement au réseau public, et à tranchée ouverte, que les installations sanitaires intérieures remplissent bien les conditions requises. Afin de permettre ce contrôle, l'exploitant du système d'assainissement doit être avisé au moins deux jours ouvrables avant le commencement des travaux sur les installations sanitaires intérieures.

CHAPITRE VII

LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT PRIVÉS

ARTICLE 68 - RACCORDEMENT DES ZONES D'AMÉNAGEMENT

Tout raccordement des réseaux d'une zone d'aménagement doit faire l'objet d'une demande au Service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg selon les dispositions des articles 11 et 46. La gestion des eaux pluviales de la zone doit être conforme aux prescriptions de l'article 45. Le dossier technique comprend l'explication des dispositions envisagées, un plan de situation au 1/500, les profils en long, les notes de calcul. En cas de procédure relevant de la loi sur l'Eau, le dossier instruit ainsi que les prescriptions de l'instructeur doivent être fournis. Le dossier complet fera l'objet d'un arrêté de raccordement instruit par le Service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg. Pour éviter des incompatibilités avec les prescriptions et autres règlements, il est recommandé aux aménageurs de prendre contact avec le Service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg dès la phase de conception de son projet. Les travaux de raccordement sous domaine public sont exécutés aux frais du demandeur sous contrôle de l'exploitant du système d'assainissement.

ARTICLE 69 - INTÉGRATION DES RÉSEAUX PRIVÉS

L'intégration dans le domaine public peut être demandée. Elle fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. Les réseaux destinés à être rétrocedés doivent être conformes aux dispositions du référentiel technique de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg.

La demande est accompagnée du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant :

- le plan de récolement, établi par un géomètre, des collecteurs, des branchements et des regards de branchement avec un repérage en x, y et z de l'ensemble des ouvrages (format papier et numérique),
- les essais d'étanchéité des collecteurs et regards, et de pénétrométrie des tranchées d'assainissement (1 essai par tronçon de réseau), exécutés par des organismes qualifiés indépendants et incluant le lit de pose des ouvrages assainissement
- les certificats de conformité des installations électromécaniques établis par un organisme qualifié indépendant (consuel),
- le rapport de l'inspection télévisée de l'ensemble des collecteurs et branchements réalisée et codée conformément à la norme EN13508-2 (format papier et numérique intégrable directement dans Wincan et suivant le modèle en usage à l'Eurométropole de

Strasbourg),

- les plans de détail au 1/50 ou au 1/25 des ouvrages spéciaux (format papier et numérique) ainsi que l'ensemble des documents y afférents (dimensionnement, calage, programmation, schéma, paramétrage...),
- le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO),
- le cas échéant, les références des contrats de fourniture d'électricité et de téléphonie,
- l'ensemble des logiciels et cordons de paramétrage ainsi qu'une formation si nécessaire au fonctionnement des appareils de mesure et de télégestion,

Dans le cas où des réalisations non conformes au présent règlement seraient constatées par le Service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg, l'intégration au domaine public ne peut être prononcée avant leur mise en conformité effectuée à ses frais par le demandeur. Dans ces seules conditions le réseau peut être pris en charge par l'Eurométropole de Strasbourg. A défaut, les ouvrages ne sont pas intégrés au domaine public et continuent à relever de la responsabilité exclusive de leur(s) propriétaire(s).

CHAPITRE VIII

INFRACTIONS ET SANCTIONS

ARTICLE 70 - INFRACTIONS ET POURSUITES - AGENT ASSERMENTÉS *

Les agents de l'exploitant du système d'assainissement, assermentés à cet effet, sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à faire tous prélèvements et à dresser les procès-verbaux dans le cadre de leurs missions d'inspection et de constatation.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents précités.

Faute par le propriétaire de respecter les obligations du présent règlement, l'exploitant du système d'assainissement peut, après mise en demeure, procéder d'office aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables conformément à l'article L1331-6 du code de la Santé Publique.

Les infractions peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Il est rappelé que toute pollution de l'eau peut exposer son auteur à des poursuites et à des sanctions pouvant aller jusqu'à 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement, conformément à l'article L216-6 du Code de l'environnement.

ARTICLE 71 - MESURES DE SAUVEGARDE *

En cas de non-respect des conditions définies dans le présent règlement ou dans les arrêtés d'autorisation de déversement troublant gravement soit l'évacuation des eaux usées, soit les ouvrages de collecte, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité des usagers ou du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'exploitant du service d'assainissement est mise à la charge du propriétaire du branchement ou du signataire de la convention.

L'Exploitant du système d'assainissement peut mettre en demeure tout contrevenant, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur-le-champ et sur constat d'un agent assermenté de l'Exploitant du système d'assainissement.

ARTICLE 72 – FRAIS D'INTERVENTION *

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tous ordres devant être engagées par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'Exploitant du système d'assainissement pour y remédier sont à la charge du responsable de ces dégâts.

LES SOMMES RÉCLAMÉES AUX CONTREVENANTS COMPRENNENT NOTAMMENT :

- les opérations de recherche du responsable ;
- les frais correspondant à la remise en état des ouvrages ainsi que tous les frais induits.

Elles seront déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé, et selon le tarif fixé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 73 – VOIES DE RECOURS DES USAGERS *

En cas de litige, l'usager qui s'estime lésé peut saisir la juridiction compétente.

Préalablement à toute saisine d'une juridiction, l'usager ou le contrevenant peut adresser un recours gracieux auprès de M. le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, la saisine d'une juridiction peut être engagée, à défaut de réponse de l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de deux mois, ou dans les deux mois de la réception d'une réponse défavorable.

Seules les juridictions du ressort territorial de Strasbourg peuvent être saisies pour traiter des litiges relatifs au présent règlement, à ses modalités d'exécution et d'application.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 74 – DATE D'APPLICATION

Le présent règlement entre en vigueur six mois après l'adoption par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ; dans cet intervalle de temps, il est transmis à la Préfecture et porté à la connaissance des usagers du service par un envoi par courrier à tous les abonnés. Le règlement de la facture suivant cet envoi vaudra approbation du règlement.

Tout règlement antérieur est abrogé de ce fait à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 75 – MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Dans les 6 mois précédant leur mise en application, ces modifications seront portées à la connaissance des usagers du service par un envoi par courrier à tous les abonnés. Le règlement de la facture suivant cet envoi vaudra approbation des modifications.

ARTICLE 76 – CLAUSES D'EXECUTION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, les Maires des communes de l'Eurométropole, les agents des Exploitants du système d'assainissement habilités à cet effet, ainsi que le Trésorier Principal de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Le présent règlement a été adopté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 24 mars 2016..

ANNEXE 1

LISTE DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Liste énonciative et non limitative.

Les textes réglementaires cités sont ceux en vigueur à la date de l'adoption du présent règlement. Les nouvelles normes et nouveaux textes ultérieurs s'appliqueront de plein droit.

Code de l'environnement notamment les articles L.214-1 à L.214-8, R.214-1, R.214-6 à R.214-40 ;

Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux

Code Général des Collectivités Territoriales

Partie Législative

Section 2 : Assainissement

Article L.2224-10

Partie Réglementaire

Section 12 : Redevance d'assainissement

Articles R.2333-121 à R.2333-132

Code de la Santé Publique

Nouvelle Partie Législative

Chapitre 1^{er} : Salubrité des immeubles et des agglomérations

Articles L.1331-1 à L.1331-15

Nouvelle Partie Réglementaire

Article R.1331-1

Article D.1332-8

Code de l'Urbanisme

Partie Législative

Section II : participations à la réalisation d'équipements publics exigibles à l'occasion de la délivrance d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol

Articles L.332-6 à L.332-14

Partie Réglementaire

Section 1 : Localisation et desserte des constructions

Articles R.111-8 à R.111-12

Code civil Article 640 et Article 641

Code de l'environnement

Partie Réglementaire

Livre II : Milieux physiques

Titre I^{er} : Eaux et milieux aquatiques et marins

Chapitre III : Structure administratives et financières

Section 3 : Comités de bassin et agences de l'eau

Sous-section 3 : Redevances des agences de l'eau

Paragraphe 1^{er} : Redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique

Article R.213-48-1

Règlement sanitaire départemental

Préfecture du Bas-Rhin

Articles 30, 38, 40, 41

Chapitre III, Sections 2 et 3

Arrêté du 2 février 1998

Relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

La ville et son assainissement

CERTU12003 / Principes, méthodes et outils pour une meilleure intégration dans le cycle de l'eau

ANNEXE 2

LISTE DE DOCUMENTS NORMATIFS

Liste énonciative et non limitative.

Les textes réglementaires cités sont ceux en vigueur à la date de l'adoption du présent règlement. Les nouvelles normes et nouveaux textes ultérieurs s'appliqueront de plein droit.

A - Normes de matériaux

NF EN 1401-1 Avril 2009 / Systèmes de canalisations en plastique pour les branchements et les collecteurs d'assainissement enterrés sans pression - Poly(chlorure de vinyle) non plastifié (PVC-U) - Partie 1 à 3.

XP P16-362 2006 / Systèmes de canalisations en plastique pour les branchements et les collecteurs d'assainissement enterrés sans pression - Tubes en polychlorure de vinyle non plastifié (PVC-U) à parois structurées et à couches interne et externe compactes à surfaces lisses et leurs assemblages - Spécifications

NF P41-212 2000 DTU 60.32 / Travaux de bâtiment - Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié - Évacuation des eaux pluviales - Cahier des charges

NF P41-213 2000 DTU 60.33 / Travaux de bâtiment - Travaux de canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié - Évacuation d'eaux usées et d'eaux vannes - Cahier des charges

NF EN 295-1 2012/ 2013 / Systèmes de tuyaux en grès vitrifié pour les collecteurs d'assainissement et les branchements - Partie 1 à 7.

NF EN 1916 Décembre 2003 / Tuyaux et pièces complémentaires en béton non armé, béton fibré acier et béton armé

NF EN 1917 Décembre 2003 / Regards de visite et boîtes de branchement en béton non armé, béton fibré acier et béton armé

NF EN 598 2009 / Tuyaux, raccords et accessoires en fonte ductile et leurs assemblages pour l'assainissement - Prescriptions et méthodes d'essai

NF EN 877 1999 / Tuyaux et raccords en fonte, leurs assemblages et accessoires destinés à l'évacuation des eaux des bâtiments - Prescriptions, méthodes d'essais et assurance qualité

B - Normes produits

Rajouter au tableau la NFEN 1825-2 séparateur de graisse

C - MISE EN ŒUVRE

NF EN 12050 2001 / Stations de relevage d'effluents pour les bâtiments et terrains - Principes de construction et d'essai. Parties 1 à 4

NF EN 13380 2001 / Prescriptions générales pour les composants utilisés pour la rénovation et la réparation des réseaux de branchement et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments

NF P98-321 1986 / Dispositifs d'évacuation des eaux des cours et des bâtiments - Dispositifs de couronnement dont la cote de passage est inférieure à 200 mm - Siphons de sol -

Caractéristiques - Dimensions - Essais

NF EN 1253 1999 - 2004 / Avaloirs et siphons pour bâtiments Parties 1 à 5

NF EN 858-2 2003 / Installations de séparation de liquides légers (par exemple hydrocarbures) - Partie 2 : choix des tailles nominales, installation, service et entretien

NF EN 1610 1997 / Mise en œuvre et essais des branchements et collecteurs d'assainissement

NF EN 752 2008 / Réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments Parties 1 à 7

NF EN 476 Mars 2011 / Exigences générales pour les composants utilisés pour les branchements et les collecteurs d'assainissement

NF EN 1295 1998 - 2006 / Calcul de résistance mécanique des canalisations enterrées sous diverses conditions de charge Parties 1 à 2

NF EN 12889 2000 / Mise en œuvre sans tranchée des branchements et canalisations d'assainissement et leurs essais

NF EN 1091 1997 / Réseaux d'assainissement sous vide à l'extérieur des bâtiments

NF EN 1671 1997 / Réseaux d'assainissement sous pression à l'extérieur des bâtiments

NF P16-442 2007 / Mise en œuvre et maintenance des séparateurs de liquides légers et déboueurs

XP P36-201 1997 DTU 40.5 / Couverture - Travaux d'évacuation des eaux pluviales - Cahier des clauses techniques

NF P40-201 1993 - 2000

NF DTU 60.1 2013 / Travaux de bâtiment - Plomberie sanitaire pour bâtiments à usage d'habitation - Cahier des charges

DTU 60.11 1988 / Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire et des installations d'évacuation des eaux pluviales

NF P41-220 1993 - 2000 DTU 60.2 / Travaux de bâtiment - Canalisations en fonte - Évacuations d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux vannes - Cahier des clauses techniques

NF P41-221 1999 - 2000 DTU 60.5 / Travaux de bâtiment - Canalisations en cuivre - Distribution d'eau froide et chaude sanitaire, évacuation d'eaux usées, d'eaux pluviales, installations de génie climatique - Cahier des clauses techniques

NF P52-305 1999 - 2000 DTU 65.10 / Travaux de bâtiment - Canalisations d'eau chaude ou froide sous pression et canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments - Règles générales de mise en œuvre - Partie 1 : cahier des clauses techniques - Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2)

NF EN 13502-8 / Conditions des réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments - système de codage de l'inspection visuelle

ANNEXE 3

FICHES TECHNIQUES

Liste des activités assimilées domestiques

Les personnes abonnées au service d'eau potable ou disposant d'un forage pour leur alimentation en eau dont les activités impliquent des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations de l'eau à des fins domestiques sont celles dont les locaux où a lieu la livraison d'eau permettent l'exercice des activités suivantes :

- des activités de commerce de détail, c'est-à-dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages ;
- des activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains-douches ;
- des activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravanage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, congrégations religieuses, hébergement de militaires, hébergement d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers ;
- des activités de services et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement ;
- activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter ;
- activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports ;
- activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données ;
- activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique ;
- activités administratives et financières de commerce de gros, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières ;
- activités de sièges sociaux ;
- activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fournitures de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation ;
- activités d'enseignement ;
- activités de services d'action sociale, d'administrations publiques et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux ;
- activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie ;

- activités de services en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles ;
- activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard ;
- activités sportives, récréatives et de loisirs ;
- activités des locaux permettant l'accueil de voyageurs.

ANNEXE 4

FICHES TECHNIQUES

A - Débourbeurs/séparateurs à graisses

L'installation d'un séparateur à graisses, conforme aux normes en vigueur, est obligatoire sur les conduites d'évacuation des eaux anormalement chargées de matières flottantes (densité inférieure à 1) telles que les eaux grasses de restaurants, cantines, boucheries, charcuteries, poissonneries, traiteurs, boulangeries-pâtisseries, etc.

En ce qui concerne les eaux de cuisine provenant de restaurants ou cantines, le séparateur à graisses doit être dimensionné en fonction du nombre maximum de repas servis dans une journée, du débit entrant dans l'appareil et du temps de rétention nécessaire à la séparation des graisses et de la température de l'effluent.

Le séparateur à graisses, en béton, tôle d'acier avec revêtement en résine d'époxy, acier inox ou tout autre matériau rigide de résistance mécanique équivalente, doit être conçu de telle sorte :

- qu'il ne puisse être siphonné;
- que l'espace compris entre la surface des graisses et le couvercle soit ventilé par la canalisation d'arrivée.

Le ou les couvercles devront permettre une ouverture intégrale de l'appareil, résister aux charges de la circulation s'il y a lieu, et être étanches à l'air et à l'eau dans le cas d'une installation sous le niveau de la chaussée.

Les séparateurs à graisses seront précédés d'un débourbeur destiné à provoquer la décantation des matières lourdes, à ralentir la vitesse de l'effluent et à abaisser sa température.

Les séparateurs sont implantés à des endroits accessibles de façon à faciliter leur entretien, de permettre une vidange rapide et d'éviter de ce fait les mauvaises odeurs.

Dans ce but, ils doivent être soit :

- placés à l'extérieur des locaux à des endroits accessibles aux camions-citernes
- équipés d'un matériel spécifique d'aspiration ;
- reliés au mur de la façade de l'immeuble par une colonne d'exploitation
- permettant la vidange à distance ;
- placés dans un local facilement accessible et ventilé en respectant une distance minimale de 0.80 m entre le couvercle et le plafond de ce local.

De plus, l'emplacement du séparateur sera suffisamment proche des installations de cuisine afin d'éviter le colmatage des conduites d'amenée.

En cas d'impossibilité, un traçage électrique de ces conduites d'amenée pourra être demandé.

Les appareils de drainage des eaux résiduaires vers le séparateur doivent être munis d'un coupe-odeur.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage s'avérerait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci doit être placée à l'aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des graisses.

Un carnet d'entretien devra être rigoureusement tenu à jour par le propriétaire et être présenté sur simple demande de l'Exploitant du système d'assainissement.

B - Séparateurs à fécules

Les établissements disposant d'éplucheuses à légumes doivent prévoir sur la conduite d'évacuation correspondante un séparateur à fécules.

Cet appareil comprend deux chambres visitables :

- la première chambre est munie d'un dispositif capable de rabattre les mousses et d'un panier permettant la récupération directe des matières plus lourdes ;
- la deuxième chambre est une simple chambre de décantation.

Les caractéristiques de résistance mécanique, d'accessibilité et d'ouverture intégrale des séparateurs de fécules seront identiques à celles des séparateurs de graisses.

Les eaux résiduaires émanant du séparateur sont évacuées directement au réseau d'assainissement public.

En aucun cas, les eaux résiduelles chargées de fécules ne peuvent être dirigées vers une installation de séparation des graisses.

C - Séparateurs à hydrocarbures

Conformément à la législation, les garages, stations service et, de façon plus générale, les établissements exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale, mais aussi les emplacements de stationnement et aires de lavage, ne doivent pas rejeter dans les réseaux d'assainissement, publics ou privés, des hydrocarbures en général et particulièrement des matières volatiles telles que benzol, essence, etc..., qui au contact de l'air forment des mélanges explosifs.

Les ensembles de séparation devront être soumis à l'approbation de l'Exploitant du système d'assainissement et se composeront de deux parties principales : le débourbeur et le séparateur, le dispositif complet devant être accessible aux aspiratrices. Les avaloirs de collecte des eaux ruisselées devront être sans siphon et ne pas avoir de capacité de rétention.

Les séparateurs à hydrocarbures devront pouvoir emmagasiner autant de fois 10 litres d'hydrocarbures qu'ils supporteront de litres/seconde du débit.

Ils devront avoir un pouvoir séparatif de 95 % au moins et ne pourront en aucun cas être siphonnés.

La teneur résiduelle en hydrocarbures des séparateurs devra être :

- inférieure à 5mg/l (classe A), en cas de raccordement sur un réseau d'eaux pluviales, ou de rejet dans le milieu naturel ;
- inférieure à 100 mg/l (classe B) en cas de raccordement sur un réseau unitaire.

Dans le cas d'activités générant des rejets d'effluent non domestiques, les appareils seront toujours de classe A.

En outre, les dits appareils devront être munis d'un dispositif d'obturation automatique qui bloquera la sortie du séparateur lorsque celui-ci aura emmagasiné

sa capacité maximum en hydrocarbures, ce afin d'éviter tout accident au cas où les installations n'auraient pas été entretenues en temps voulu.

Les séparateurs en béton, tôle d'acier avec revêtement en résine époxy, ou tout autre matériau de résistance mécanique équivalente, devront être ininflammables et leurs couvercles capables de résister aux charges de la circulation, s'il y a lieu.

Les couvercles des séparateurs devront être amovibles.

Un débourbeur de capacité appropriée au séparateur (10 litres par lavage et par voiture) devra être placé en amont de celui-ci. Il aura pour rôle de provoquer la décantation des matières lourdes et de diminuer la vitesse de l'effluent. Cet appareil est obligatoire pour les immeubles où il y a la possibilité de garer et laver plus de 20 voitures.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux ruissellées de ruissellement, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des hydrocarbures dans ledit appareil.

Le dimensionnement des séparateurs sera fonction des débits considérés.

D - RACCORDEMENTS EAUX PLOUVIALES

Pour le dimensionnement des volumes de rétention à prévoir à la parcelle, le minimum à prendre en compte sera calculé pour une pluie décennale de durée 20 minutes, avec la méthode des pluies ou toute autre méthode équivalente utilisant les coefficients de Montana actualisés sur l'Eurométropole de Strasbourg, avec un débit de fuite nul.

E - CHAMBRES DE MESURES


Voir référentiel technique de l'Eurométropole de Strasbourg :

ANNEXE 5

SCHÉMA DES COLONNES DE CHUTE DES INSTALLATIONS SANITAIRES

LEGENDE

 Aération hors toit

 Pièce de visite

 Réduction

EU = eaux usées

= EM+EV

EM = eaux ménagères

EV = eaux vannes

Lm = Lave mains

Lav = lavabo

Cuisine = évier+machine à laver

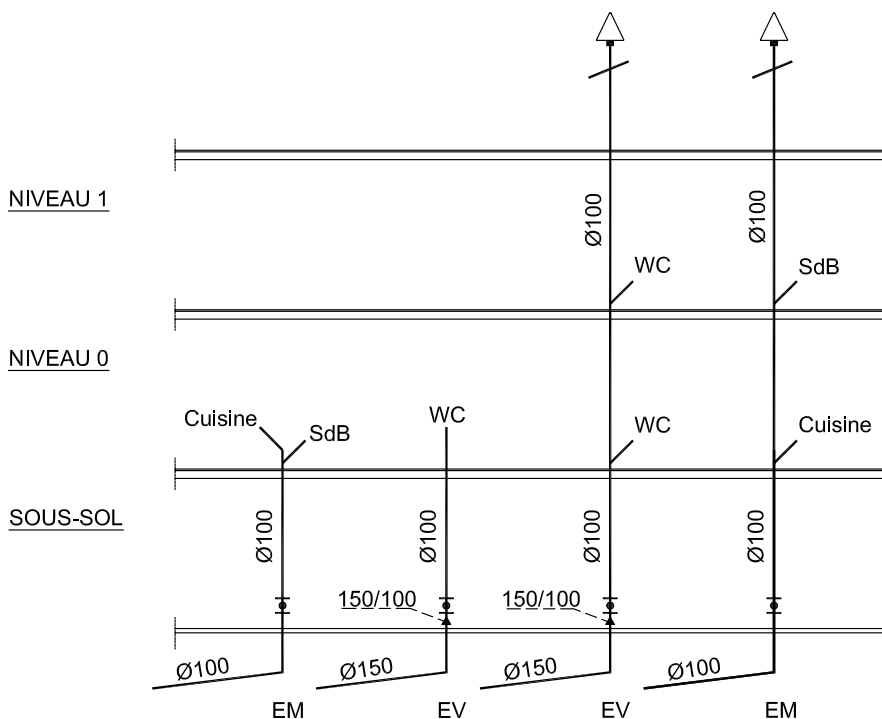
+lave linge

Salle d'eau=lavabo+douche

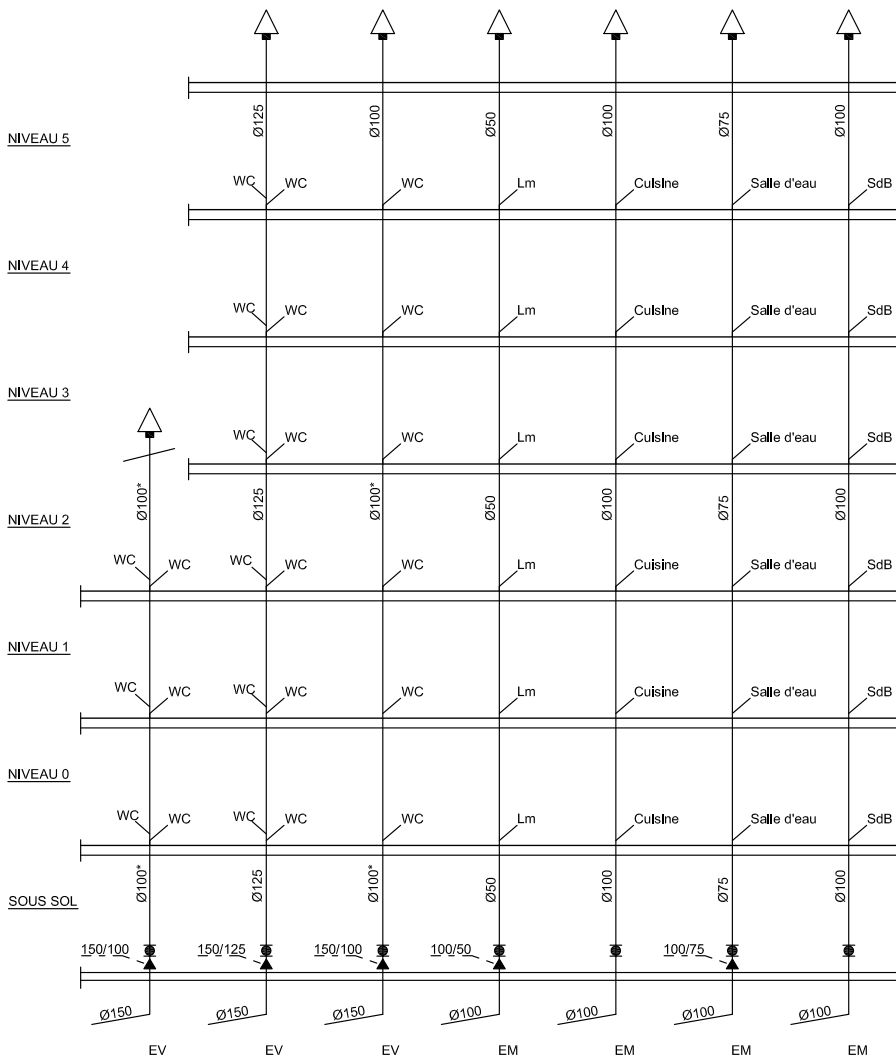
Sdb=Salle de bain=salle d'eau

+lave linge et/ou baignoire

MAISONS MONOFAMILLES

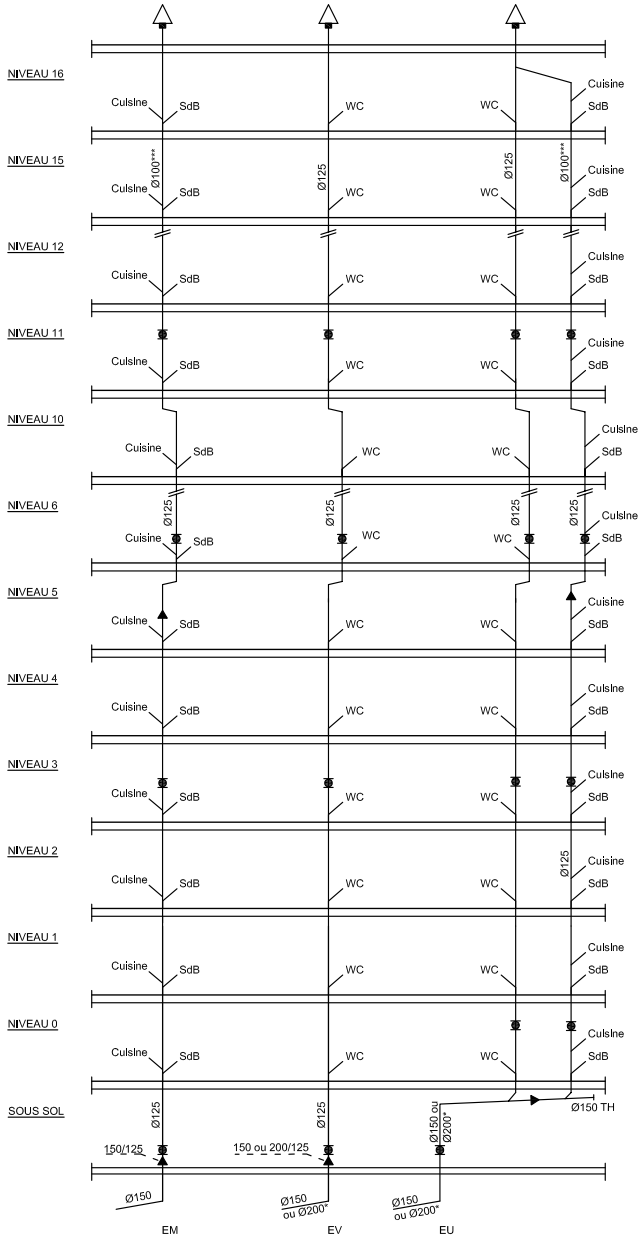


IMMEUBLES COLLECTIFS



* Colonnes EV Ø125 au-delà de 6 WC.

IMMEUBLES SUPERIEUR A 10 NIVEAUX



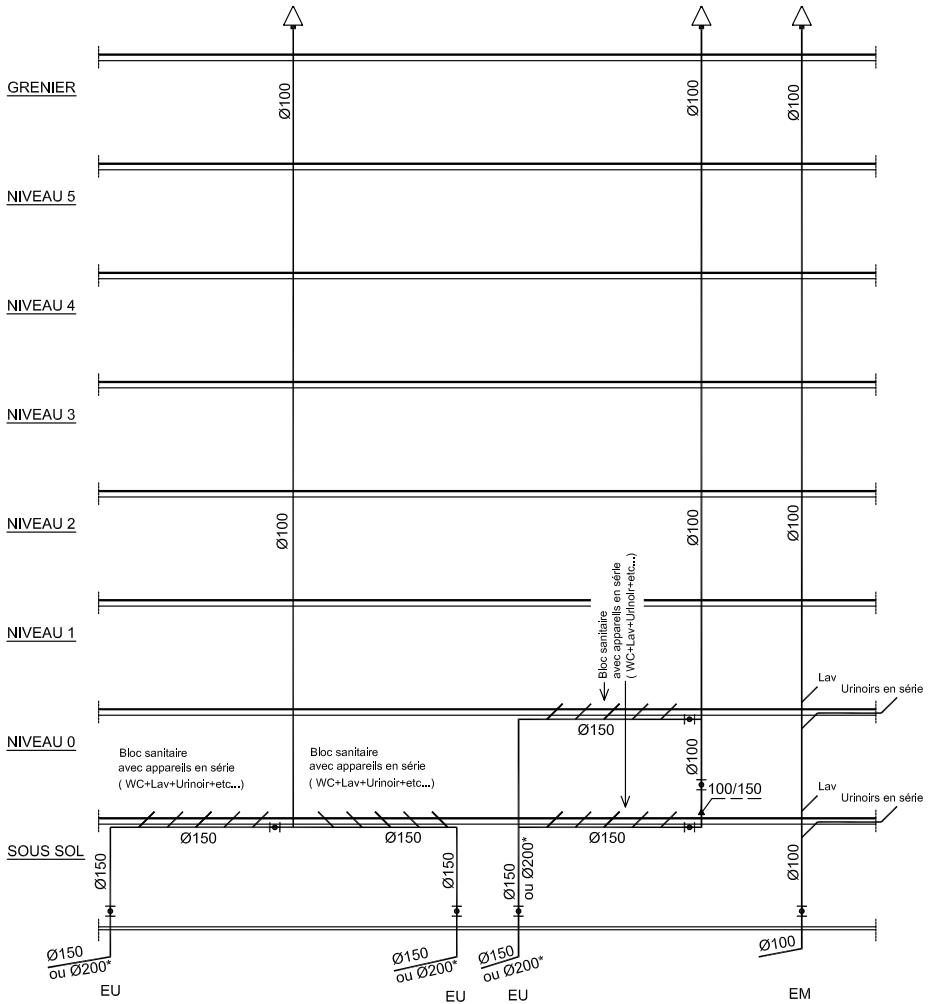
*** Sur colonnes cuisines-bains réduction possible sur les 6 derniers niveaux.

** Colliers à griffes conseillés sur les coudes des dévoiements.

* Ø200 si le nombre de WC est supérieur ou égal à 16.

Maj Janvier 2016

IMMEUBLES AVEC BLOCS SANITAIRES



* $\varnothing 200$ si le nombre de WC est supérieur ou égal à 16.

ANNEXE 6

SCHÉMAS DES BRANCHEMENTS - RÉSEAUX INTÉRIEURS - GESTION DES EAUX PLUVIALES PAR INFILTRATION

LÉGENDE

- PV. 400/150 ou 200 Pièce de visite en fonte, ouverture 400 mm/150 ou 200 et revêtement époxy
 - PV. Pièce de visite en fonte, ouverture circulaire égale au diamètre de la conduite
 - T.H. Tampon hermétique :
 - R Ø 800 Regard de visite diamètre 800 mm (pour profondeur inférieure à 1.50 m)
 - R Ø 1000 Regard de visite diamètre 1000 m (pour profondeur supérieure à 1.50 m)
 - R 800/700 Regard de visite maçonné ou en béton, de section rectangulaire ou carrée, dimensions minimum 800x700 mm
- Joint « U » Raccord grès/fonte par joint « U »

A- Les divers types de branchements

- 1 - Branchement avec regard à cunette (unitaire et eaux pluviales)
- 2 - Branchement avec regard équipé d'une pièce de visite (eaux usées ou protection contre la mise en charge)
- 3 - Branchement avec regard en sous-sol
- 4 - Branchement d'un réseau suspendu en sous-sol avec culotte à fût allongé
- 5 - Branchement d'un réseau suspendu en sous-sol avec pièce de visite

B - Protection contre la mise en charge du réseau public

- 1 - Principe de protection avec fosse de relevage : cas des eaux usées seules
- 2 - Principe de protection avec fosse de relevage : cas des eaux usées et eaux pluviales
- 3 - Sous-sol non aménagé avec rampe de garage

C - Gestion des eaux pluviales : Voir référentiel technique eaux pluviales

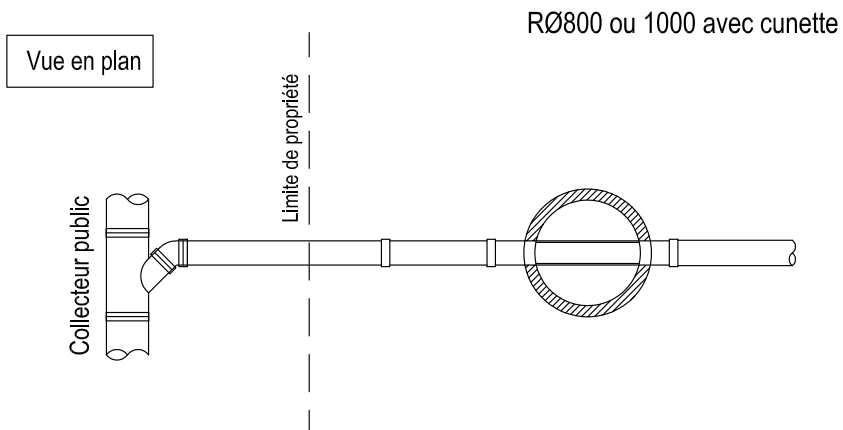
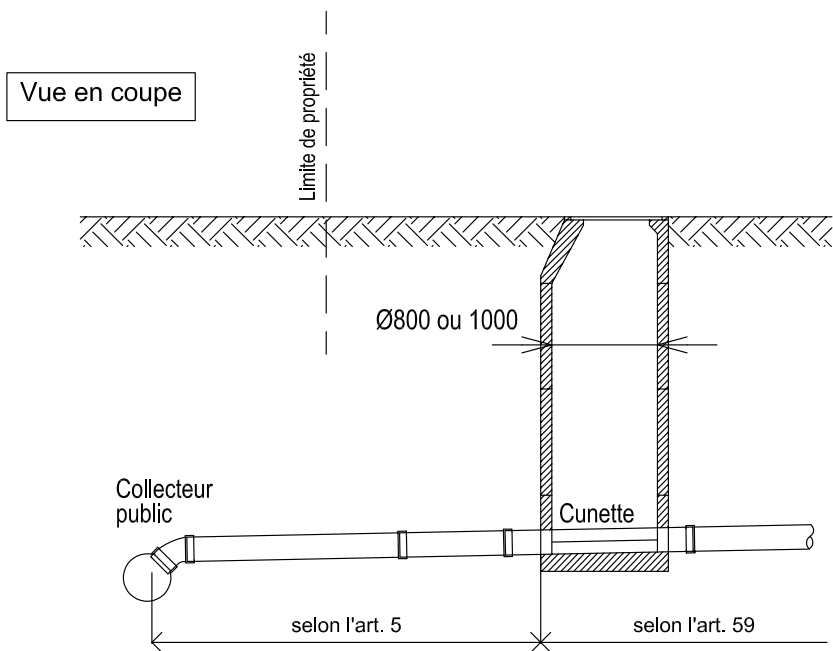
1. Exemple de structures d'infiltration : galets et de drains de répartition
2. Exemple de structures d'infiltration SAUL avec regard de dessablement
3. Exemple de structures d'infiltration SAUL
4. Exemple de Puits d'infiltration
5. Seuil entre domaine public et propriété privée

D - Détails techniques

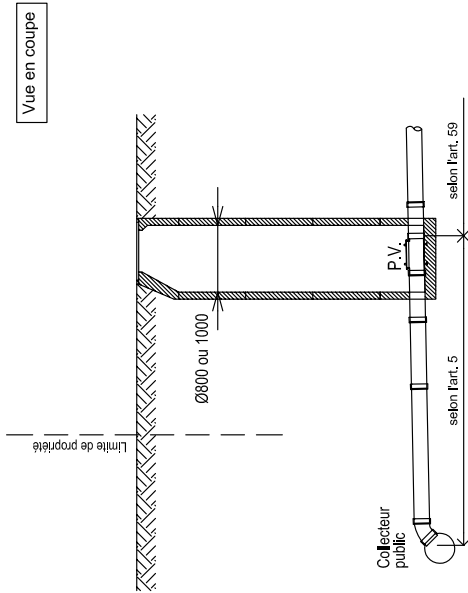
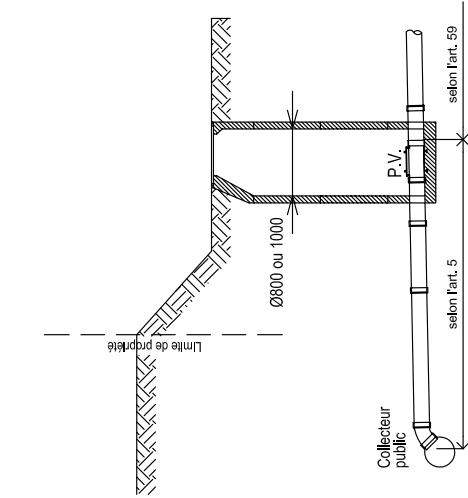
- 1 - Accessoires d'usage courant
- 2 - Raccords sur collecteur

A- LES DIVERS TYPES DE BRANCHEMENTS

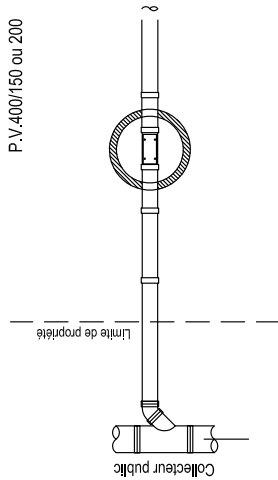
1 - BRANCHEMENT AVEC REGARD À CUNETTE (UNITAIRE ET EAUX PLUVIALES)



2 - BRANCHEMENT AVEC REGARD ÉQUIPÉ D'UNE PIÈCE DE VISITE (EAUX USÉES OU PROTECTION CONTRE LA MISE EN CHARGE)



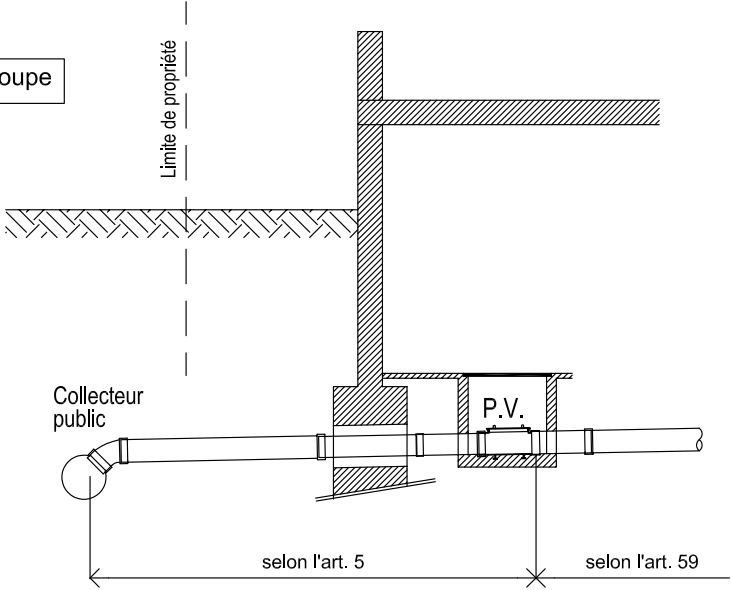
RØ800 ou >1000 avec
P.V. 400/150 ou 200



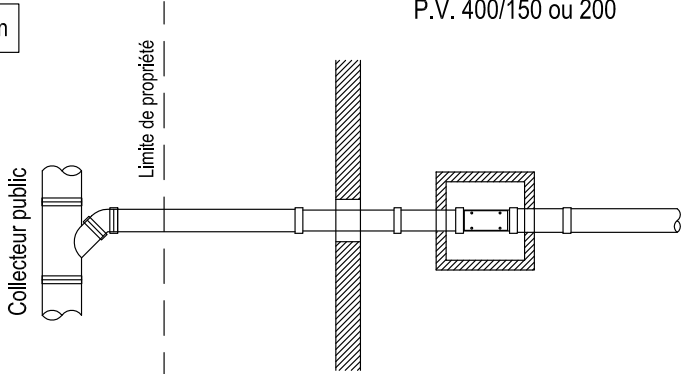
Vue en plan

3 - BRANCHEMENT AVEC REGARD EN SOUS-SOL

Vue en coupe

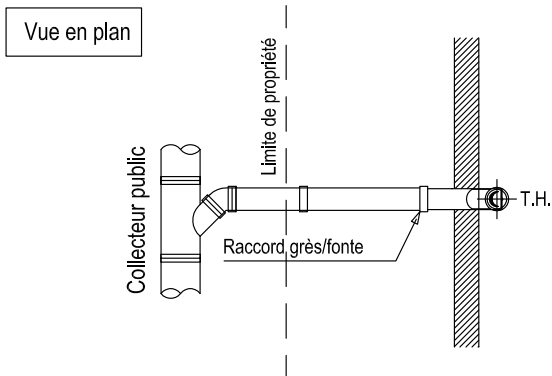
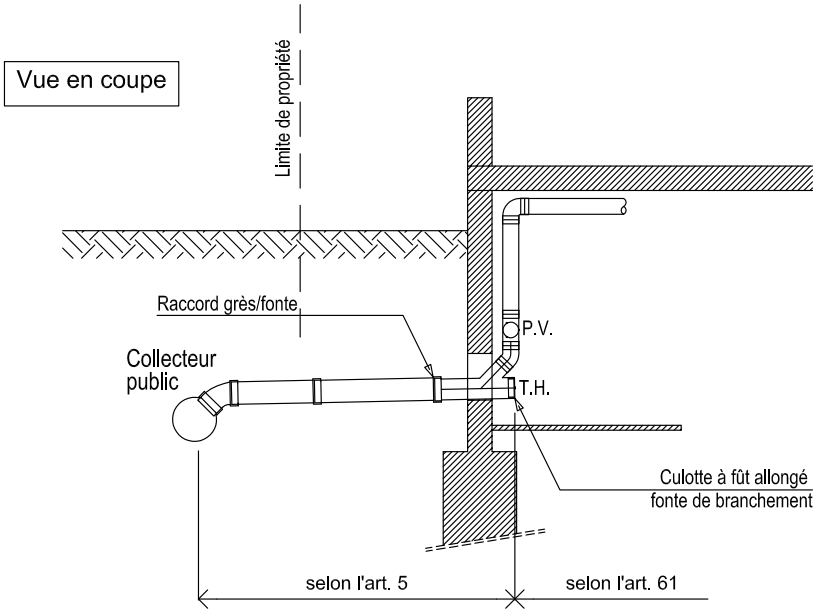


Vue en plan

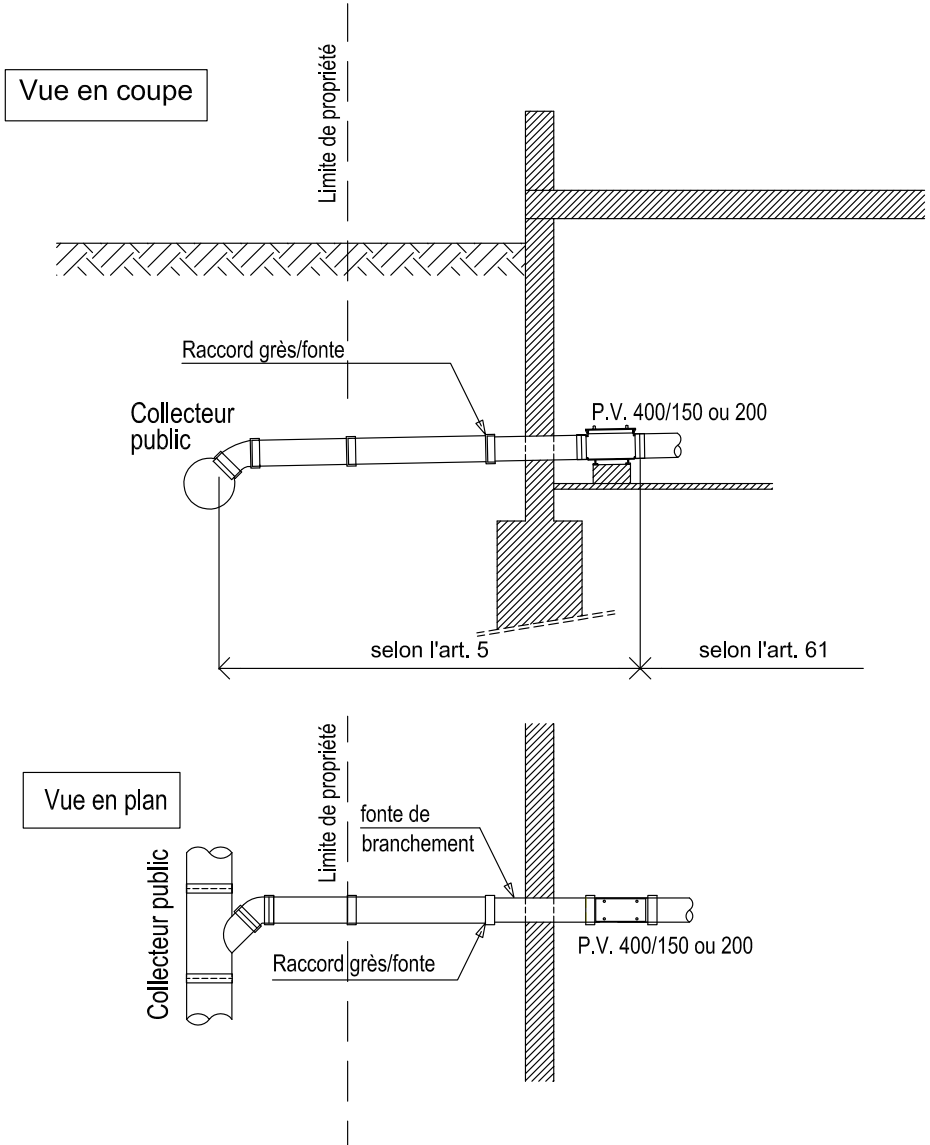


R 800/700 ou Ø800
P.V. 400/150 ou 200

4 - BRANCHEMENT D'UN RÉSEAU SUSPENDU EN SOUS-SOL AVEC CULOTTE À FÛT ALLONGÉ

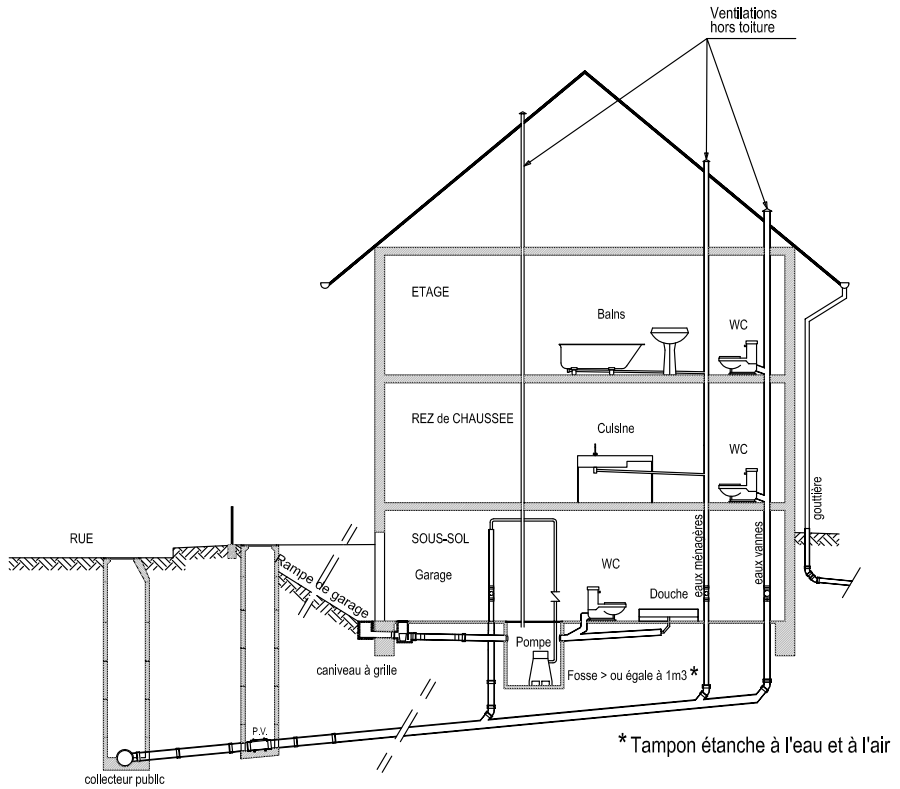


5 - BRANCHEMENT D'UN RÉSEAU SUSPENDU EN SOUS-SOL AVEC PIÈCE DE VISITE



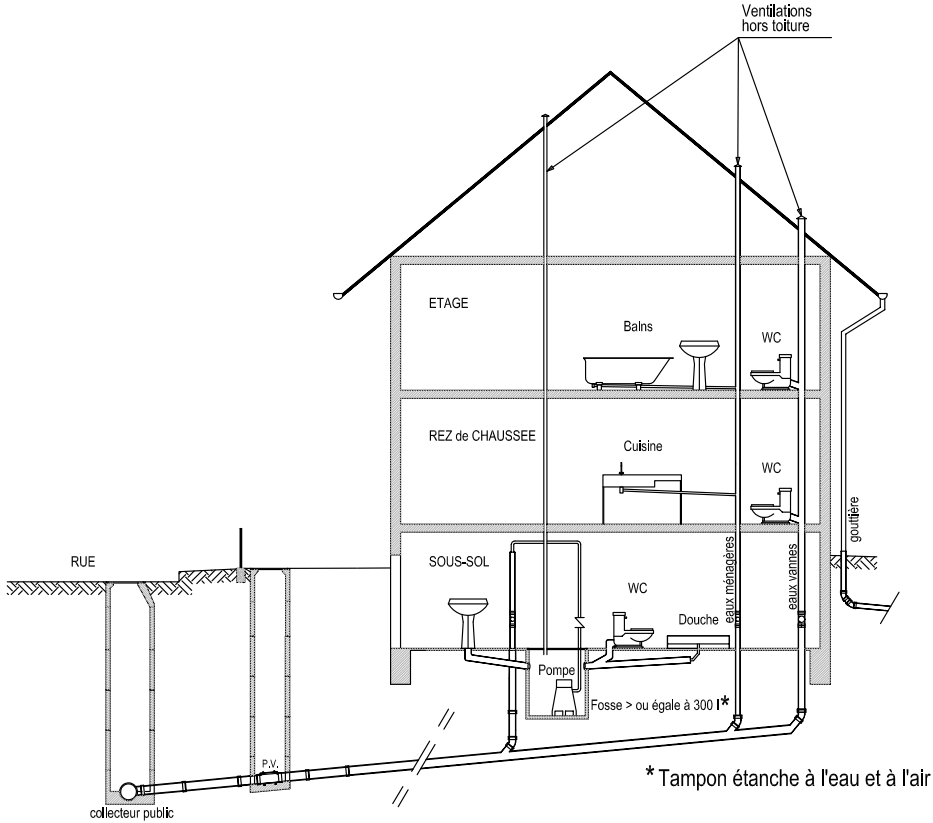
B - PROTECTION CONTRE LA MISE EN CHARGE DU RÉSEAU PUBLIC

1 - PRINCIPE DE PROTECTION AVEC FOSSE DE RELEVAGE : CAS DES EAUX USÉES SEULES



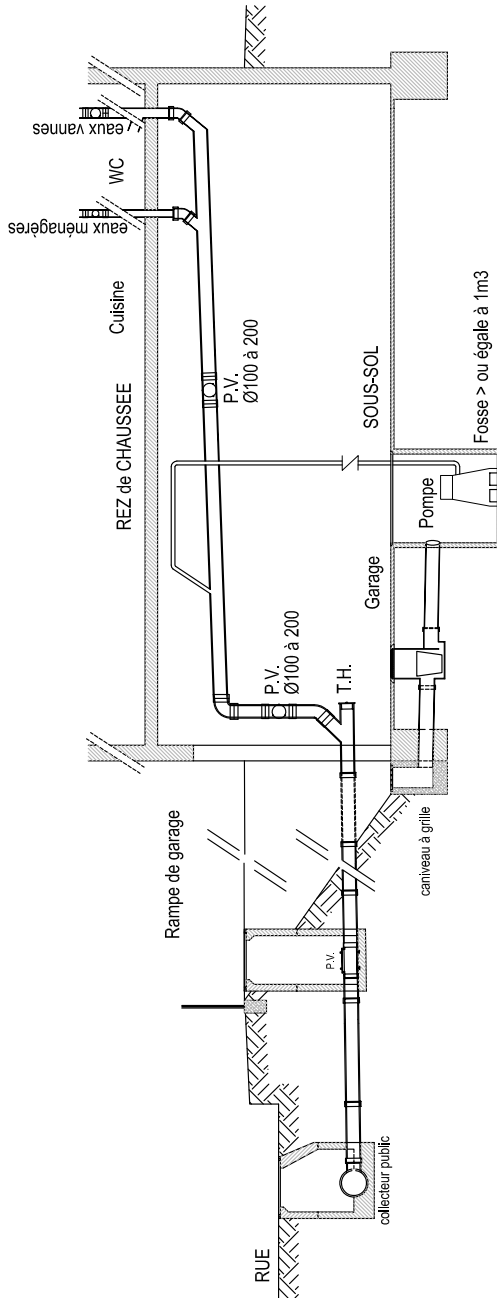
Maj JanVer 2016

2 - PRINCIPE DE PROTECTION AVEC FOSSE DE RELEVAGE : CAS DES EAUX USÉES ET EAUX PLUVIALES



Maj Janvier 2016

3 - SOUS-SOL NON AMÉNAGÉ AVEC RAMPE DE GARAGE

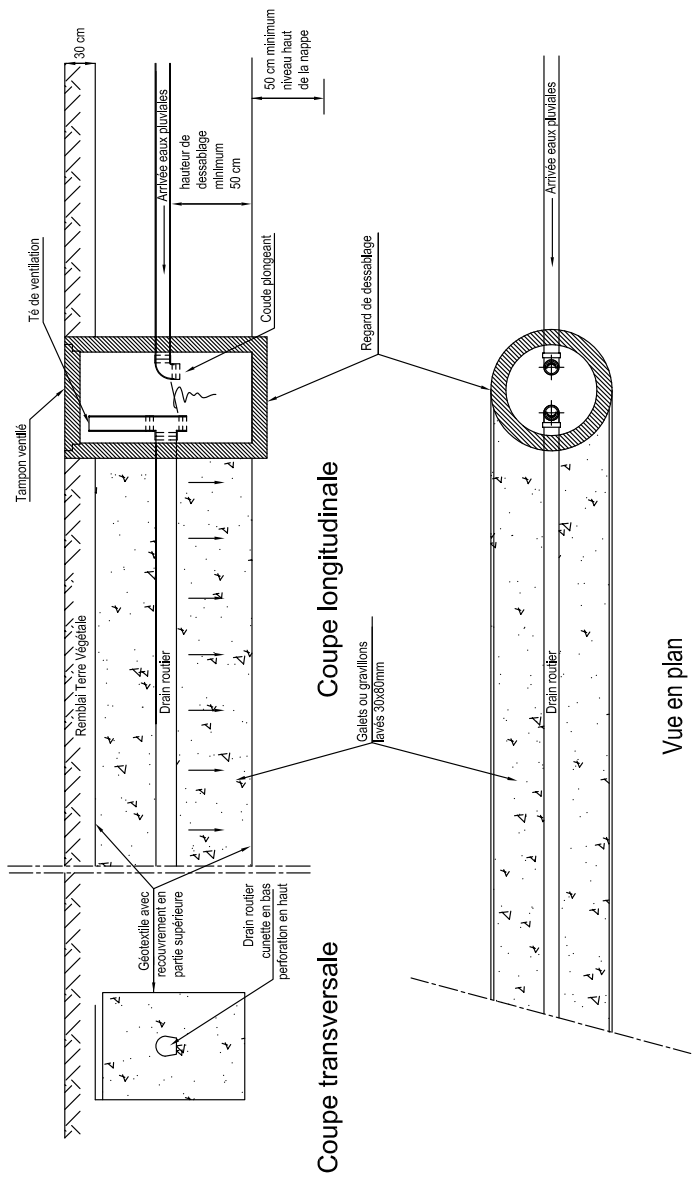


Maj Janvier 2016

C - GESTION DES EAUX PLUVIALES : VOIR RÉFÉRENTIEL TECHNIQUE EAUX PLUVIALES

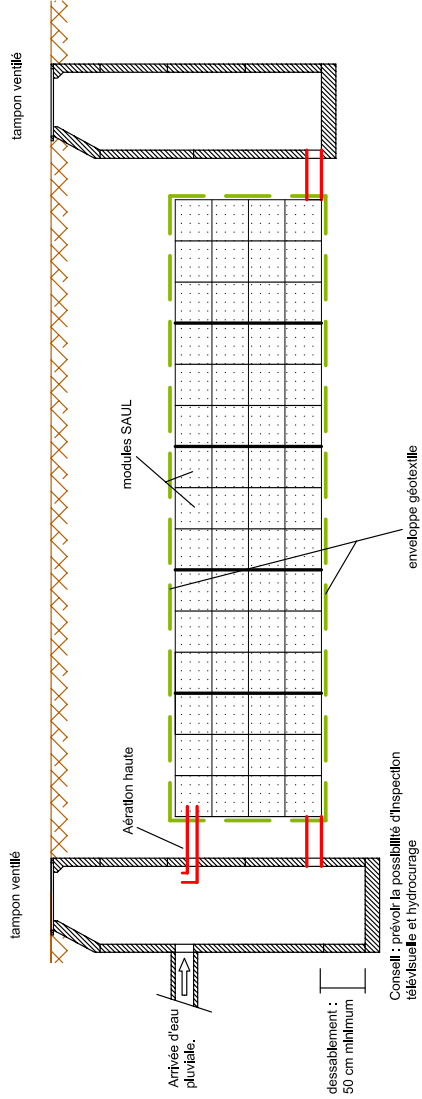
1. EXEMPLE DE STRUCTURES D'INFILTRATION : GALETS ET DE DRAINS DE RÉPARTITION

Structure d'infiltration : galets et drain de répartition



2. EXEMPLE DE STRUCTURES D'INFILTRATION SAUL AVEC REGARD DE DESSABLEMENT

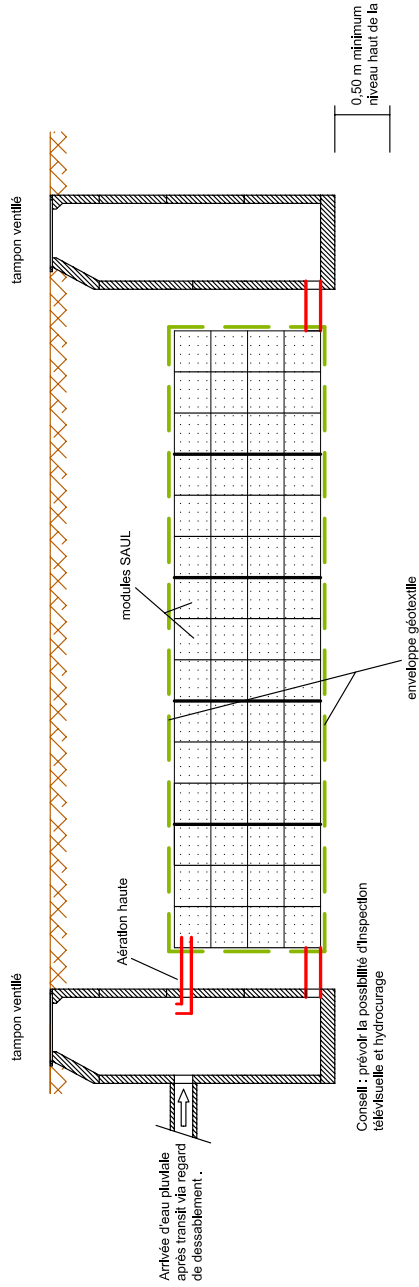
Exemple de structure d'infiltration SAUL avec regard de dessablement (Structure Alvéolaire Ultra Légère)



Mej Janvier 2016

3. EXEMPLE DE STRUCTURES D'INFILTRATION SAUL

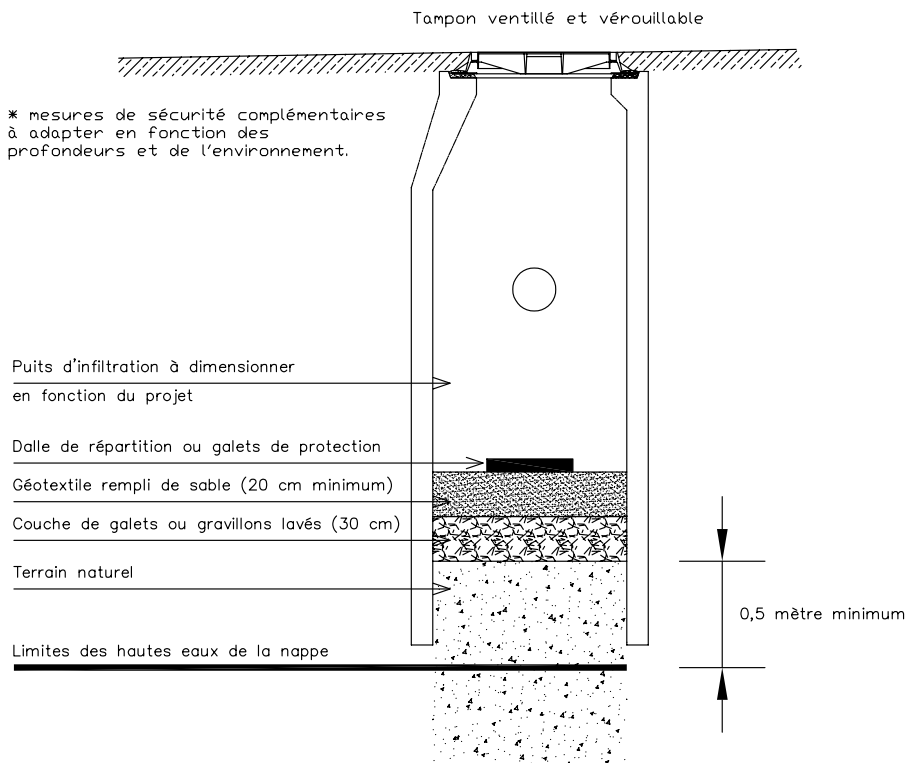
Exemple de structure d'infiltration SAUL (Structure Alvéolaire Ultra Légère)



Maj Janvier 2016

4. EXEMPLE DE PUIITS D'INFILTRATION

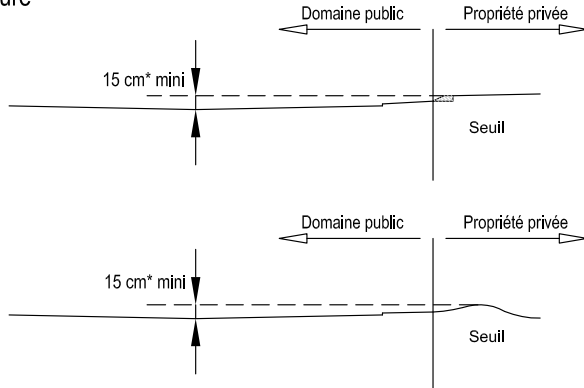
Puits d'infiltration



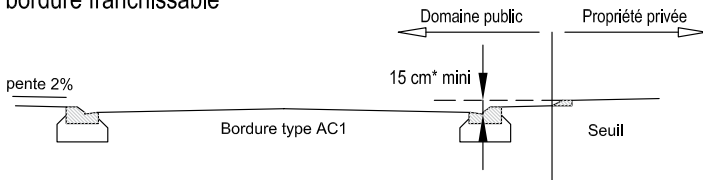
Maj Janvier 2016

5. SEUIL ENTRE DOMAINE PUBLIC ET PROPRIÉTÉ PRIVÉE

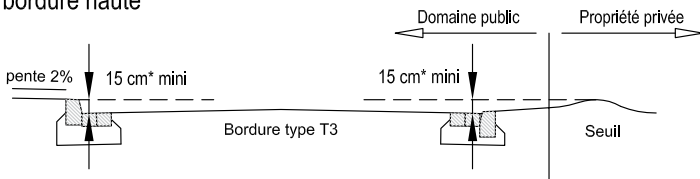
Absence de bordure



Avec bordure franchissable



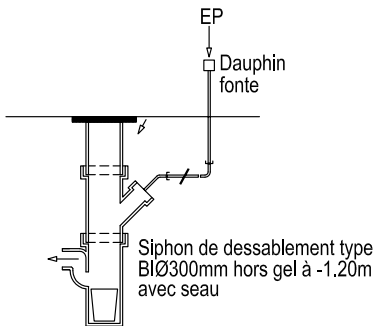
Avec bordure haute



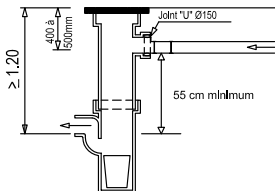
*Au point bas de voirie, cette hauteur pourra être augmentée par l'Exploitant du service d'Assainissement.

D - DÉTAILS TECHNIQUES

1 - ACCESSOIRES D'USAGE COURANT

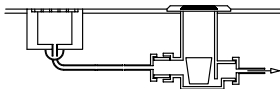


BI 300/150



Principe de raccordement d'un avaloir sur BI Ø300mm

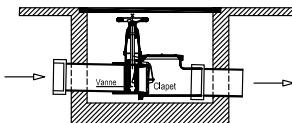
Caniveau



Siphon séparateur d'hydrocarbures type BJ Ø300mm avec seau

SYSTEME ANTI-RETOUR A DOUBLE SECURITE

(ancien modèle)



RECOMMANDATION (voir article 43 alinéas 4b)

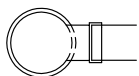
Le contrôle du bon fonctionnement des clapets et des vannes est à effectuer à intervalles réguliers et de façon systématique avant la période des orages.

Il est également recommandé, comme le préconise le constructeur, de laisser la vanne sur le levier en position fermée et de ne l'ouvrir qu'en cas de nécessité d'évacuer de l'eau et de la refermer après utilisation.

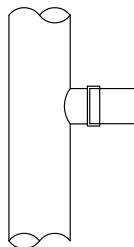
2 - RACCORDS SUR COLLECTEUR

sur collecteur béton: raccordement par piquage avec tubulure carottée et joint d'étanchéité spécifique adapté

vue en coupe

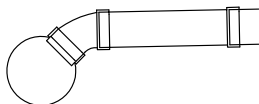


vue en plan

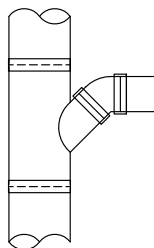


sur collecteur grès ou fonte: raccordement par culotte ou jonction intercalée avec joints et manchons adaptés

vue en coupe



vue en plan



ANNEXE 7

EXPLOITANTS DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Carte de la compétence ASSAINISSEMENT de l'Eurométropole de Strasbourg au 1^{er} janvier 2015.



Service de l'Eau et de l'Assainissement

Accueil du public

11 quai Fustel de Coulanges

67000 Strasbourg

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**

Ville et Eurométropole

1 parc de l'Étoile

67076 Strasbourg Cedex - France

Site internet : **www.strasbourg.eu**

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**

Courriel : **courrier@strasbourg.eu**